3 1761 07131851 3

Montalembert, Charles Forbes
René de Tryon
Un débat sur l'Inde au
Parlement anglais

DS
478
.3
M58

UN

DÉBAT SUR L'INDE

AU

PARLEMENT ANGLAIS,

PAR

M. LE COMTE DE MONTALEMBERT,
Membre de l'Académie française.

BRUXELLES,
LIBRAIRIE INTERNATIONALE,
H. Dumont, Directeur-Gérant.

1858

UN

DÉBAT SUR L'INDE.

BRUXELLES. — TYPOGRAPHIE DE VEUVE J. VAN BUGGENHOUDT
Rue de Schaerbeek, 12.

UN

DÉBAT SUR L'INDE

AU

PARLEMENT ANGLAIS,

PAR

M. LE COMTE DE MONTALEMBERT,
Membre de l'Académie française.

BRUXELLES,
LIBRAIRIE INTERNATIONALE,
H. Dumont, Directeur-Gérant.
1858

DS
478
.3
M58

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

LIBRARY
UNIVERSITY OF TORONTO

http://www.archive.org/details/undbatsurlind00mont

UN

DÉBAT SUR L'INDE

AU PARLEMENT ANGLAIS.

I

Il y a des esprits mal faits pour qui le repos et le silence ne sont pas le bien suprême. Il y a des gens qui éprouvent de temps à autre le besoin de sortir de la tranquille uniformité de leur vie habituelle. Il y a des soldats qui, vaincus, blessés, enchaînés, condamnés à une mortelle inaction, se consolent et se raniment à la vue des luttes et des périls d'autrui. Ce qui les attire, ce n'est pas le triste et vil sentiment de l'égoïsme rassuré qu'a dépeint Lucrèce dans ses vers fameux :

Suave, mari magno, turbantibus æquora ventis,
E terra magnum alterius spectare laborem...
Suave etiam belli certamina magna tueri
Per campos instructa, tua sine parte pericli.

Non, c'est un mobile plus pur et plus haut : c'est l'effort de l'athlète désarmé, qui, spectateur ému

de l'arène où il ne descendra plus, bat des mains aux exploits de rivaux plus heureux, et jette aux combattants un cri de sympathie perdu, mais non éteint, au sein des clameurs généreuses de la foule attentive.

Je confesse ingénument que je suis de ces gens-là; et j'ajoute que, à ce mal dont il est si peu reçu aujourd'hui de souffrir, j'ai trouvé un remède. Quand je sens que le marasme me gagne; quand les oreilles me tintent, tantôt du bourdonnement des chroniqueurs d'antichambre, tantôt du fracas des fanatiques qui se croient nos maîtres et des hypocrites qui nous croient leurs dupes; quand j'étouffe sous le poids d'une atmosphère chargée de miasmes serviles et corrupteurs, je cours respirer un air plus pur et prendre un bain de vie dans la libre Angleterre.

La dernière fois que je me suis donné ce soulagement, le hasard m'a bien servi; je suis tombé juste au milieu d'une de ces grandes et glorieuses luttes où entrent en jeu toutes les ressources de l'intelligence et tous les mouvements de la conscience d'un grand peuple; où se posent, pour être résolus au grand jour et par l'intervention de grands esprits, les plus grands problèmes qui puissent agiter une nation sortie de tutelle; où hommes et choses, partis et individus, orateurs et écrivains, dépositaires du pouvoir et organes de l'opinion, sont appelés à reproduire, au sein d'une nouvelle

Rome, le tableau tracé par un Romain d'autrefois, encore tout pénétré des émotions du forum :

Certare ingenio, contendere nobilitate,
Noctes atque dies niti præstante labore,
Ad summas emergere opes rerumque potiri.

A ces mots, je vois d'ici certains fronts se rembrunir, et s'y peindre la répugnance qu'inspire aux sectateurs de la mode du jour tout ce qui semble un souvenir ou un regret de la vie politique. Si, parmi ceux qui ont ouvert ces pages, il en est que cette mode domine, je leur dis sans façon : Restez-en là. N'allez pas plus loin. Rien de ce que je vais écrire ne saurait ni vous plaire ni vous intéresser. Allez ruminer en paix dans les gras pâturages de votre bienheureuse quiétude, et n'enviez pas à ceux qui ne vous envient rien le droit de rester fidèles à leur passé, aux sollicitudes de l'esprit, aux aspirations de la liberté.

Chacun prend son plaisir où il le trouve : on est assez près, non de s'entendre, mais de ne pas se disputer, quand on n'a aucune ambition ni aucune affection commune, et quand on ne pense de même ni sur le bonheur ni sur l'honneur.

Je concède, d'ailleurs, à qui veut, que rien, absolument rien, dans les institutions ou les personnages politiques de la France actuelle ne saurait ressembler aux choses et aux hommes dont je voudrais donner ici un rapide crayon. Il va sans dire

que je ne prétends nullement convertir les esprits progressifs qui regardent le gouvernement parlementaire comme avantageusement remplacé par le suffrage universel, ni les politiques optimistes qui professent que la victoire suprême de la démocratie consiste à abdiquer, entre les mains d'un monarque, la direction exclusive des affaires extérieures et intérieures d'un pays. J'écris pour ma propre satisfaction et celle d'un petit nombre d'invalides, de curieux, de maniaques, si l'on veut, comme moi. J'étudie des institutions contemporaines qui ne sont plus les nôtres, mais qui l'ont été, et qui semblent encore à mon esprit arriéré dignes d'admiration et d'envie. L'attentive sympathie que des talents supérieurs ont su éveiller pour les belles dames de la Fronde, pour les personnages équivoques de la grande rébellion d'Angleterre ou pour les obscures et stériles agitations de nos anciennes communes, ne saurait-elle être parfois invoquée pour les faits et gestes d'une nation qui vit et s'agite dans sa force et dans sa grandeur à sept lieues de nos côtes septentrionales? Je pense que si; et en outre j'imagine que cette recherche de statistique étrangère ou, pour mieux dire, d'archéologie contemporaine, peut tout autant charmer nos loisirs qu'un commentaire sur les comédies de Plaute ou le récit d'une exploration aux sources du Nil.

II

A la fin du printemps dernier, l'état de l'Hindoustan et le sort de l'insurrection qui avait éclaté depuis un an dans les provinces septentrionales de cette immense région étaient encore la principale préoccupation de l'Angleterre. Comment en eût-il été autrement? Je m'étonnais et m'alarmais, quant à moi, de ce que le peuple anglais, après la consternation et la colère des premiers mois, s'était si promptement abandonné, non, certes, à une insouciance criminelle, mais à une sécurité prématurée sur l'issue de la lutte. Je désirais rechercher, auprès des juges les plus compétents, les véritables causes de l'insurrection en même temps que les moyens que l'on comptait employer pour triompher définitivement d'un danger si formidable, si peu prévu et si aggravé par les complications menaçantes qui, d'un jour à l'autre, peuvent naître de la politique européenne. Je portais dans cette étude une ardente et profonde sympathie pour la grande nation, chrétienne et libre, à qui Dieu impose cette terrible épreuve; et je sentais redoubler cette sympathie en présence de l'acharnement inhumain de tant d'organes de la presse continentale, et mal-

heureusement de la presse soi-disant conservatrice et religieuse, contre les victimes des massacres du Bengale. A chaque Anglais que je rencontrais, j'aurais voulu dire que je n'appartenais par aucun côté aux partis dont les organes ont applaudi et justifié les égorgeurs, et qui font encore chaque jour des vœux solennels pour le triomphe des hordes musulmanes et païennes sur les héroïques soldats d'un peuple chrétien et allié de la France (1).

Je sentais, d'ailleurs, ce que sent et ce que sait tout libéral intelligent : que de cette attitude de la presse continentale sur la question de l'Inde il ressort une fois de plus la démonstration d'un grand fait qui est l'immortel honneur de l'Angleterre contemporaine. Tous les apologistes de l'absolutisme ancien ou moderne, monarchique ou démocratique, sont contre elle; pour elle, au contraire, sont tous ceux qui demeurent encore fidèles à cette liberté réglée dont elle a été le berceau et dont elle reste jusqu'à ce jour l'invincible boulevard. Cela est naturel et cela est juste; cela suffit aussi pour faire

(1) J'estime que l'éloge a peu de valeur et peu de dignité quand la critique n'est pas permise. Mais je me sens à l'abri de tout soupçon de servilité en rendant un juste hommage à la courageuse persévérance avec laquelle le gouvernement de l'Empereur maintient une alliance dont la rupture augmenterait certainement sa popularité, mais porterait un coup fatal à l'indépendance de l'Europe et aux véritables intérêts de la France.

oublier, dans la politique actuelle de l'Angleterre, certaines sympathies plus faciles à expliquer qu'à justifier, et pour lui faire pardonner des torts qui, dans un état différent du monde, mériteraient la plus sévère réprobation.

J'ose dire que nul ne connaît mieux et que nul n'a signalé plus haut que moi les écarts et les égarements de la politique anglaise depuis quelques années. Je crois bien que j'ai été le premier à dénoncer, dès avant 1848, cette politique de lord Palmerston, trop souvent impérieuse contre les faibles et obséquieuse devant les forts, souverainement imprudente, inconséquente et infidèle à toutes les grandes traditions de son pays. Mais, en vérité, quand on lit les pitoyables invectives des anglophobes de nos jours, quand on compare à leurs griefs contre l'Angleterre les idées qu'ils préconisent et les régimes qu'ils encensent, on se sent involontairement porté à l'indulgence pour tout ce qu'ils combattent, même pour lord Palmerston. Ce serait, d'ailleurs, le comble de la déraison et de l'iniquité que de vouloir regarder l'Angleterre comme la seule coupable ou comme la plus coupable d'entre les nations de la terre. Sa politique n'est ni plus égoïste ni plus immorale que celle des autres grands États de l'histoire ancienne ou moderne. Je crois même qu'il serait possible de prouver la thèse tout à fait contraire. Ce n'est pas la charité, c'est la justice bien ordonnée qui com-

mence par soi-même, et, à ce titre, aucun publiciste français n'a le droit de flétrir la politique de l'Angleterre, avant de s'être prononcé sur les crimes de la politique française pendant la Révolution et l'Empire, non pas telle que la représentent ses adversaires, mais telle que l'exposent ses apologistes, M. Thiers, par exemple. On aura beau fouiller les recoins les plus suspects de la diplomatie anglaise, on n'y trouvera rien qui ressemble, même de très-loin, à la destruction de la république de Venise ni au guet-apens de Bayonne.

Il ne s'agit pas, d'ailleurs, en ce moment, de la politique générale de l'Angleterre, mais de sa politique coloniale, et c'est précisément là que brille de tout son éclat le génie britannique; non pas, certes, qu'il ait été toujours et partout irréprochable, mais partout et toujours il a égalé, si ce n'est surpassé, en sagesse, en justice et en humanité les autres races européennes qui ont tenté les mêmes entreprises. Ce n'est pas, il faut l'avouer, une belle histoire que celle des relations de l'Europe chrétienne avec le reste du monde depuis les croisades. Ce ne sont malheureusement ni les vertus ni les vérités chrétiennes qui ont présidé aux conquêtes successives des nations puissantes de l'Occident, en Asie et en Amérique. Après le premier élan, si noble et si pieux, du xve siècle, qui enfanta le grand, le saint Christophe Colomb et tous ces preux de l'histoire maritime et coloniale du Portugal, dignes

de rivaliser dans la mémoire trop ingrate des hommes avec les héros de l'ancienne Grèce, on voit tous les vices de la civilisation moderne prendre la place de l'esprit de foi et de sacrifice, ici pour exterminer les races sauvages, et là pour succomber à l'influence énervante de la civilisation corruptrice de l'Orient, au lieu de la régénérer et de la remplacer. Il est impossible de ne pas reconnaître que l'Angleterre, surtout depuis qu'elle a glorieusement expié sa participation à la traite des nègres et à l'esclavage colonial, peut s'enorgueillir d'avoir échappé à la plupart de ces lamentables aberrations. A l'historien qui lui demande compte du résultat de ses efforts maritimes et commerciaux depuis deux siècles, elle a le droit de répondre : *Si quæris monumentum, circumspice.* Y a-t-il dans l'histoire beaucoup de spectacles plus grands, plus extraordinaires, plus propres à honorer la civilisation moderne que celui de cette compagnie de marchands anglais qui a vécu deux siècles et demi et qui gouvernait hier encore, à deux mille lieues de la métropole, près de deux cents millions d'âmes, par l'entremise de huit cents employés civils et de quinze à vingt mille soldats? Mais l'Angleterre a fait mieux : elle a formé non-seulement des colonies, mais des peuples. Elle a créé les États-Unis ; elle en a fait une des grandes puissances du présent et de l'avenir en les dotant de ces libertés provinciales et personnelles qui les ont mis en état de

s'émanciper victorieusement du joug d'ailleurs si léger de la métropole. « Nos libres institutions, » disait en 1852 le message annuel du président de cette grande république, « ne sont pas le fruit de « la Révolution : elles existaient auparavant; elles « avaient leurs racines dans les libres chartes, « sous le régime desquelles les colonies anglaises « avaient grandi. »

Aujourd'hui l'Angleterre est en train de créer en Australie de nouveaux États-Unis, qui bientôt se détacheront à leur tour de la tige maternelle pour devenir une grande nation, imbue, dès le berceau, des mâles vertus et des glorieuses libertés qui sont partout l'apanage de la race anglo-celtique, et qui, sachons l'affirmer encore une fois, sont plus favorables à la propagation de la vérité catholique et à la dignité du sacerdoce que tout autre régime sous le soleil (1).

Au Canada, une noble race française et catholique, arrachée malheureusement à notre pays, mais restée française par le cœur et par les mœurs, doit à l'Angleterre d'avoir conservé ou acquis, avec une entière liberté religieuse, toutes les libertés politiques et municipales que la France a répudiées ; elle a vu

(1) Voir dans le n° 179 des *Annales de la Propagation de la foi* (juillet 1858) l'intéressante lettre du R. P. Poupinel à M. le cardinal de Bonald sur les progrès de l'Église et la liberté dont elle jouit dans ces vastes contrées.

sa population décuplée (1) en moins d'un siècle, et va servir de base à la nouvelle fédération qui, des bouches de l'Orégon à celles du Saint-Laurent, sera un jour la rivale ou la campagne de la grande fédération américaine.

Tout cela est oublié, méconnu ou calomnié par certains écrivains royalistes et catholiques, qui versent chaque jour les flots de leur venin sur la grandeur et la liberté de l'Angleterre. Étranges et ingrats royalistes, qui oublient que l'Angleterre est le seul pays de l'Europe où le prestige de la royauté soit demeuré sans atteinte depuis près de deux siècles ; le seul aussi qui ait offert un inviolable abri aux augustes exilés de la maison de France, et prodigué avec une munificence inouïe ses secours à la noblesse française émigrée, au clergé français proscrit pour n'avoir pas voulu pactiser avec le schisme (2) ! Catholiques, plus étranges encore,

(1) Elle était de 65,000, lors du traité de Paris en 1761; de 695,945 en 1851. CHARLES DUPIN, *Force productive des nations.*

(2) 8,000 prêtres, 2,000 laïques et 600 religieuses françaises cherchèrent en 1793 un refuge en Angleterre. En 1806 ils avaient reçu des Anglais, tant en souscriptions particulières qu'en votes parlementaires, la somme de *quarante-six millions* de francs. Un journal catholique de Londres, le *Rambler* d'août 1858, emprunte ces chiffres au livre de M. l'abbé Margotti, intitulé *Rome et Londres*, dont il publie dans ce même numéro une amusante et complète réfutation.

qui ne craignent pas de compromettre non-seulement tous les droits de la justice et de la vérité, mais encore les intérêts mêmes de l'Église, en s'opiniâtrant à établir une hostilité radicale entre la cause du catholicisme et la libre prospérité du plus vaste empire qui existe aujourd'hui dans le monde, et dont chaque conquête sur la barbarie ouvre d'immenses perspectives à la prédication de l'Évangile et à l'extension de la hiérarchie romaine. Ce sera une des plus sombres pages de l'histoire, déjà si peu édifiante de la presse religieuse de nos jours, que cette joie cruelle qui a accueilli tous les désastres vrais ou supposés des Anglais dans l'Inde, que ces étranges sympathies pour les massacreurs de Delhi et de Cawnpore, que ces invectives quotidiennes contre une poignée de braves luttant contre d'innombrables ennemis et contre un climat meurtrier, pour venger leurs frères, leurs femmes, leurs enfants immolés, et pour rétablir le légitime et nécessaire ascendant de l'Occident chrétien sur la péninsule indienne. On est révolté par ces déclamations sanguinaires, accompagnées de provocations constantes à la guerre entre deux nations heureusement et glorieusement alliées, à une guerre dont les pieux instigateurs savent bien qu'ils seront les derniers à courir les dangers et à subir les sacrifices. Et quand elles viennent inonder les colonnes de certains journaux spécialement consacrés au clergé et encouragés par lui ; quand elles s'éta-

lent entre le récit d'une apparition de la sainte Vierge ou le tableau de la consécration d'une église au Dieu de miséricorde et d'amour, il en résulte, pour toute âme chrétienne que les passions haineuses d'un fanatisme rétrograde n'ont point infectée, un sentiment de douloureuse répugnance qui peut compter parmi les plus rudes épreuves de la vie d'un honnête homme. On croit entendre dans une nuit d'Orient le cri du chacal entre les roucoulements de la colombe et le murmure rafraîchissant des eaux.

Je reconnais, du reste, ce souffle ; je l'ai respiré et détesté aux jours de mon enfance, alors qu'une portion considérable de ceux qui s'intitulaient les défenseurs de l'autel et du trône poursuivaient de leur réprobation les généreux enfants de l'Hellade insurgés contre la domination ottomane, et applaudissaient aux désastres d'Ipsara et de Missolonghi comme à autant de défaites infligées à des schismatiques et à des révolutionnaires. Heureusement de plus nobles inspirations l'emportèrent dans les conseils de la Restauration comme dans le cœur naturellement généreux des royalistes. Le génie de M. de Chateaubriand pulvérisa les malheureuses préférences de son ancien parti pour les bourreaux du Péloponèse. Et aujourd'hui il n'est pas un légitimiste qui ne fasse un titre de gloire au roi Charles X d'avoir eu la principale part à l'affranchissement de la Grèce, et qui ne répudie avec

horreur les opinions professées il y a trente-cinq ans par les principales feuilles du parti royaliste. Espérons qu'un jour viendra où il n'y aura pas un catholique qui ne répudie avec une égale horreur les odieux encouragements prodigués aujourd'hui par la presse religieuse aux égorgeurs de l'Inde. Heureusement aucune voix autorisée dans l'assemblée des fidèles, aucun pontife, aucun prince de l'Église n'a participé à ce concert. Tout au contraire, nous aimons à constater, parmi les nombreuses lettres pastorales publiées à ce sujet par les évêques catholiques des États britanniques, une patriotique sympathie pour les douleurs de leurs compatriotes. Celle de Mgr. Gillies, vicaire apostolique à Édimbourg, mérite d'être citée comme la plus éloquente lamentation qu'ait inspirée cette catastrophe nationale. Mais il nous est doux surtout de rappeler ici la libérale et paternelle souscription de Pie IX en faveur des victimes anglaises dans l'Inde. C'était à la fois un gage touchant de l'invincible mansuétude de son âme pontificale, et la plus concluante réfutation de ces prophètes de la haine qui prêchent une irréconciliable inimitié entre l'Église et la grandeur britannique.

Pour ma part, je le dis sans détour, j'ai horreur de l'orthodoxie qui ne tient aucun compte de la justice et de la vérité, de l'humanité et de l'honneur; et je ne me lasse pas de répéter ces fortes et récentes paroles de l'évêque de la Rochelle :

« Ne serait-ce pas une bonne chose que de faire à « plusieurs catholiques un cours sur les vertus de « l'ordre naturel, sur le respect dû au prochain, « sur la loyauté même envers ses adversaires, sur « l'esprit d'équité et de charité?... Les vertus de « l'ordre naturel sont des vertus essentielles, dont « l'Église elle-même ne dispense pas (1). »

Comment, d'ailleurs, ne comprend-on pas que, par ces aveugles dénonciations contre une nation à qui l'on reproche à la fois le crime de ses pères et la vertu de ses enfants, le protestantisme du seizième siècle et la liberté du dix-neuvième, on s'expose aux plus cruelles et aux plus dangereuses représailles? Ah! s'il avait été donné à la France d'accomplir les grandes destinées coloniales qui s'ouvraient devant elle au dix-septième et au dix-huitième siècle, nous aurions sans doute un grand et consolant exemple dont tous les catholiques pourraient s'enorgueillir. Si nous étions restés, avec nos missionnaires et nos hardis mais humains aventuriers, sur ces bords du Mississipi et du Saint-Laurent, où le génie de la France aurait trouvé une si vaste carrière pour se déployer à l'aise ; si nous avions su garder cet empire des Indes orientales, qui sembla un instant nous être assuré, et y faire régner les vertus sociales et chré-

(1) Lettre au rédacteur en chef de *l'Univers*, du 10 août 1858.

tiennes qui sont l'apanage légitime de notre race, nous pourrions braver toute critique et toute comparaison. Mais nous les avons perdues, toutes ces belles possessions, et précisément dans ce bon temps auquel on voudrait nous ramener, où la monarchie ne subissait aucun contrôle parlementaire, où *l'erreur n'avait pas les mêmes droits que la vérité.* Cela étant, et en présence de l'histoire, la justice ne nous commande-t-elle pas d'avouer que les nations catholiques, excepté la France, ont misérablement échoué dans la grande tâche que la Providence leur imposait envers les races qu'elles ont conquises? L'histoire ne crie-t-elle pas d'une voix implacable à l'Espagne : *Caïn, qu'as-tu fait de ton frère?* Qu'a-t-elle fait de ces millions d'Indiens qui peuplaient les îles et le continent du nouveau monde? Combien d'années a-t-il fallu aux indignes successeurs de Colomb et de Cortès pour les anéantir malgré la protection officielle de la royauté espagnole, malgré les héroïques efforts, la fervente et infatigable charité des ordres religieux (1)? Se sont-ils montrés moins impitoyables que les Anglo-

(1) On cite un gouverneur du Mexique qui fit périr *deux millions* d'Indiens pendant les dix-sept années de son administration. S'il subsiste encore quelques débris des aborigènes au Mexique, et s'il a pu s'effectuer une sorte de fusion entre eux et les conquérants, c'est grâce aux dominicains et aux franciscains, dont il faut lire les exploits merveilleux dans la nouvelle *Histoire de la conquête espagnole en Amérique*, par M. Arthur Helps (Lon-

Américains dans le Nord? Est-ce que les pages lamentables écrites par Barthélemy de Las Cases sont effacées de la mémoire des hommes? On reproche au clergé anglican de n'avoir pas protesté contre les exactions de Clive et de Warren Hastings. Non, certes, il n'est pas donné au protestantisme d'enfanter des Las Cases et des Pierre Claver : c'est l'immortel et exclusif honneur de l'Église catholique. Mais que penser des nations orthodoxes qui, avec de tels apôtres et de tels enseignements, ont dépeuplé la moitié d'un monde? Et quelle société la conquête espagnole a-t-elle substituée à ces races qu'on exterminait au lieu de les civiliser? N'en faut-il pas détourner les yeux avec tristesse, tant il lui manque partout, excepté peut-être au Chili, les premiers éléments de l'ordre, de l'énergie, de la discipline et de la légalité; tant elle s'est dépouillée des fortes vertus de l'ancienne société castillane, sans avoir pu acquérir aucune des qualités qui caractérisent le progrès moderne? Et dans l'Hindoustan même que reste-t-il de la conquête portugaise? Que reste-t-il des innombrables conversions opérées par saint François-Xavier? Que reste-t-il de la vaste organisation de l'Église confiée au patronat de la couronne de Portugal? Qu'on aille le demander à Goa, et qu'on y mesure les profon-

dres, 1856-1857); livre où un protestant impartial rend la plus éclatante justice au dévouement et à l'intelligence du clergé catholique.

deurs de la décrépitude morale et matérielle où a pu tomber une domination immortalisée par Albuquerque, par Jean de Castro, et par tant d'autres, dignes de compter parmi les plus vaillants chrétiens qui furent jamais! On y verra ce que la mortelle influence du pouvoir absolu sait faire des colonies catholiques en même temps que de leurs métropoles.

Qu'en faut-il conclure? que le catholicisme rend les nations incapables de coloniser? A Dieu ne plaise. Le Canada, que nous citions à l'instant, est là pour démentir ce blasphème. Mais on en doit conclure ceci : c'est qu'il est bon, quand on s'est constitué le champion des intérêts catholiques, de regarder derrière soi et autour de soi avant d'entasser invective sur invective et calomnie sur calomnie, afin de discréditer les nations malheureusement étrangères ou hostiles à l'Église. Quand on a sans cesse à la bouche le mot de M. de Maistre : *L'histoire est depuis trois siècles une grande conspiration contre la vérité*, il ne faut pas recommencer, dans l'histoire écrite à l'usage des catholiques, cette grande conspiration contre la vérité, en même temps que contre la justice et la liberté. Il faut au contraire se rappeler une autre parole de M. de Maistre : *L'Église a besoin de la vérité, et n'a besoin que d'elle.* Le mensonge, sous les deux formes que distinguent le droit et la théologie, *suggestio falsi* et *suppressio veri*, est le plus triste des hommages que l'on

puisse rendre à l'Église. Ce n'est pas la bien servir que d'emprunter les méthodes et les procédés de ses pires ennemis. Non, ce n'est pas défendre la vérité que de reproduire à son profit les ruses et les violences de l'erreur. L'esprit moderne commençait à s'apercevoir que l'on avait en effet depuis trois siècles beaucoup menti contre Dieu et son Église : il commençait à s'affranchir du joug de ces mensonges. Veut-on le replonger dans la haine du bien? Veut-on le refouler dans tous les excès de l'esprit du dix-huitième siècle? Il y a pour cela un moyen infaillible : c'est de pratiquer ou d'absoudre le mensonge, même involontaire, pour la plus grande gloire de Dieu.

III

Mais l'Angleterre a-t-elle été irréprochable, dans la fondation et l'administration de l'immense empire qu'elle possède aux Indes orientales? Non, certes; et, si l'on pouvait être tenté de lui attribuer une innocence et une vertu à laquelle elle n'a jamais prétendu, il suffirait, pour être désabusé, de parcourir les innombrables ouvrages qui ont paru sur le gouvernement de l'Inde anglaise, non-seulement depuis l'insurrection, mais encore avant qu'elle eût éclaté. Dans cette montagne de publications, les panégyriques et les apologies sont in-

finiment rares : les accusations, les philippiques les plus véhémentes, y abondent : mais ce qui l'emporte de beaucoup sur le blâme ou sur l'éloge systématique, c'est l'étude approfondie et souverainement sincère des vices, des dangers, des difficultés, des infirmités de la domination anglaise dans l'Inde.

Je ne me lasserai pas de répéter que c'est dans cette publicité immense et illimitée que réside la force principale de la société britannique, la condition essentielle de sa vitalité et la garantie souveraine de sa liberté. La presse anglaise, au premier abord, semble n'être qu'un acte d'accusation universelle et permanente contre toute chose et toute personne ; mais, en y regardant de plus près, on s'aperçoit que la discussion, la rectification ou la réparation suivent pas à pas la dénonciation ou l'injure.

L'erreur et l'injustice sont sans doute fréquentes et flagrantes ; mais elles sont presque toujours corrigées sur l'heure, ou excusées en considération des vérités salutaires et des lumières indispensables qui pénètrent dans l'esprit public par la même voie. Pas un général, pas un amiral, pas un diplomate, pas un homme d'État n'est épargné : ils sont tous traités comme le fut le duc de Wellington lorsque au début de ses victoires péninsulaires il préparait l'affranchissement de l'Europe et la prépondérance de sa patrie, au milieu des clameurs

de l'opposition dans la presse et dans le parlement. Ils s'y résignent tous, comme lui, confiants dans la justice définitive du pays et de l'opinion, qui ne leur a presque jamais fait défaut. Le public, habitué au bruit et à la confusion apparente qui résulte de ce conflit permanent d'opinions et de témoignages contradictoires, finit, au bout d'un certain temps, par s'y reconnaître. Il a surtout un tact merveilleux pour démêler la véritable nature de certaines manifestations purement individuelles, quelque retentissantes qu'elles soient, et pour leur assigner le véritable degré d'importance qu'elles méritent, tout en respectant et en maintenant le droit que s'attribue chaque Anglais de tout juger, de tout critiquer et de se tromper à ses dépens.

Ceux qui se sentent froissés avec raison par la grossièreté ou l'évidente fausseté de certains jugements émis par des orateurs et des écrivains anglais sur ce qui se passe hors de leur pays ne devraient jamais oublier deux choses : d'abord, que cette critique acerbe et sans frein s'exerce plus rudement, plus librement et plus habituellement encore sur les hommes et les choses de l'Angleterre ; ensuite, qu'elle est toujours l'acte comme la pensée d'un individu dans une société où le progrès de la civilisation a consisté jusqu'à présent dans le développement illimité de la force et de la liberté individuelles. Mais c'est là ce qu'on oublie sans cesse ; et de là tant d'appréciations ridiculement fausses ou

exagérées, dans la presse continentale, sur la valeur réelle de certains discours ou écrits qu'on ne laisse pas de citer et de commenter en leur attribuant une valeur quasi-officielle. Malgré tant et de si longues relations avec ce pays, malgré la distance si faible qui sépare la France de l'Angleterre, et l'intervalle si court qui nous sépare de notre propre passé, nous avons perdu l'intelligence de ce qu'est un grand peuple libre, où l'individu surtout est libre et se passe toutes ses fantaisies. Nous avons non-seulement les habitudes, mais encore les instincts de ces peuples sages et rangés, mais éternellement mineurs, qui se permettent parfois d'effroyables incartades, mais qui retombent bientôt dans l'impuissance civique, où nul ne parle que par ordre ou par permission, avec la salutaire terreur d'un avertissement d'en haut, pour peu qu'on ait la témérité de contrarier les idées de l'autorité ou celles du vulgaire.

En Angleterre et dans tout son vaste empire colonial (1) c'est tout le contraire : chacun, dans l'ordre politique, dit ce qu'il pense et fait ce qui lui plaît, sans la permission de qui que ce soit, et sans encourir d'autre répression que celle de l'opi-

(1) La presse est absolument libre dans toutes les colonies anglaises, même dans l'Hindoustan, et cette liberté est peut-être l'un des plus sérieux embarras du gouvernement anglais dans l'Inde : ce nonobstant, la mesure prise dans les premiers moments de l'insurrec-

nion et de la conscience publique, lorsqu'on l'a trop audacieusement bravée. Sous l'impulsion du moment, dans un accès de dépit, d'humeur ou de vanité, l'Anglais, un Anglais quelconque, un homme isolé, sans mission, sans autorité, sans influence, sans responsabilité envers qui que ce soit, mais rarement sans écho, dit ou écrit au public ce qui lui passe par la tête. Quelquefois c'est l'accent triomphant de la justice et de la vérité, universellement compris, subitement accepté et partout répété par les mille échos d'une publicité illimitée; et c'est pour ne pas étouffer cette chance, qui peut être l'unique chance du droit et de l'intérêt national, que les Anglais sont unanimes à se résigner aux graves inconvénients de cette liberté de la parole. Mais quelquefois aussi c'est une exagération ridicule ou fâcheuse, une insulte gratuite à l'étranger, ou, tout au contraire, un appel direct à son intervention dans les affaires du pays(1). Plus souvent encore, c'est une plaisanterie, une boutade, une fanfaronnade pué-

tion pour établir une censure partielle *pendant un an* n'a pas été renouvelée après l'expiration de cette première année, et c'est dans les journaux qui paraissent à Calcutta et à Bombay que l'on trouve les critiques les plus implacables sur la conduite des affaires civiles et militaires des Anglais.

(1) Qu'on lise dans *l'Univers* du 25 août le discours du révérend Fitzgerald, archidiacre catholique en Irlande, qui propose à ses compatriotes d'avoir recours à l'empereur des Français pour obtenir du gouvernement anglais

rile, une banalité, une platitude : elle est dès le lendemain contredite, réfutée, bafouée et jetée dans l'oubli. — Mais si par hasard elle a été ramassée par un de ces traducteurs censurés qui alimentent d'une façon si étrange la presse continentale, aussitôt l'on voit tous les détracteurs attitrés de la liberté la transcrire, en prendre acte, s'en indigner, répéter à grands cris : « Voilà ce que pense et ce que dit l'Angleterre, » et en déduire des conséquences ridiculement alarmantes,

la réforme des lois relatives aux droits réciproques des fermiers et des propriétaires. Se figure-t-on ce qui arriverait en France, en Autriche ou à Naples, si un prêtre catholique parlait en public de cette façon, et engageait les fidèles à s'adresser à un prince étranger pour forcer le gouvernement national à leur rendre justice?

Quelques jours plus tard, dans un *meeting* de dix mille personnes tenu en plein air, le 28 août, à Nenagh, à l'effet d'adresser une pétition au parlement pour obtenir la révision du procès de deux paysans condamnés à mort pour avoir assassiné un propriétaire, le révérend Jean Kenyon, curé catholique, s'adressant au peuple assemblé, lui dit textuellement ce qui suit : « Je m'indigne « contre moi-même en songeant que je m'abaisse au « point de vous proposer une pétition à un parlement « saxon, à ces Anglais qui ont le pied sur notre cou et « la main dans nos poches. On parle de nos progrès, de « notre prospérité nouvelle ; non, nous ne sommes pas « prospères, nous ne pouvons pas l'être, et quand même « nous le pourrions, nous ne le voudrions pas : car « qu'est-ce que la prospérité sans la liberté... Gardons « nos griefs comme un trésor et que personne ne nous « les enlève, jusqu'à ce que Dieu nous accorde le pou- « voir et nous indique le moyen de les venger... Si nous

tantôt pour la paix du monde, tantôt pour la sécurité des institutions britanniques, sauf à être promptement et honteusement démentis par la réflexion et par les faits.

Disons en passant que le grand mal des gouvernements absolus, c'est précisément que leurs vices demeurent secrets. Semblables à une plaie qui n'est jamais ouverte, jamais pansée, jamais

« nous abaissions encore cette fois à pétitionner, la « seule pétition convenable serait de demander au par- « lement de faire pendre le juge Keogh, ce juge vil et « inique (qui avait présidé aux assises dont l'arrêt était « en question)... *Si la justice du pays n'était pas une cari- « cature, le juge Keogh serait déjà pendu à une potence « haute de cinquante pieds.* » Les auditeurs applaudirent vigoureusement ce langage, reproduit dans tous les journaux et que personne ne songea à réprimer. Il faut ajouter que personne ne s'en est alarmé, et c'est ce qui prouve à la fois la force du gouvernement anglais et la liberté dont jouit l'Irlande. Que l'on veuille bien se rappeler ce qui est advenu il y a quelque temps à un avocat de Toulouse, qui avait publié un écrit sur la condamnation du frère Léotade, et l'on saura ce qu'il faut penser de la prétendue oppression qui pèse aujourd'hui sur les catholiques en Irlande, selon des déclamateurs ignorants qui confondent à plaisir le passé et le présent.

Il serait, d'ailleurs, très-faux et très-injuste d'attribuer à tout le clergé irlandais ou anglais les pensées ou le langage du révérend Kenyon. Le membre le plus illustre et le plus élevé de la hiérarchie catholique dans le Royaume-Uni, à la fin d'un voyage triomphal qu'il vient de faire en Irlande, s'exprimait ainsi, dans un banquet public à Waterford, le 14 septembre 1858 : « Tout sem- « ble annoncer un avenir plus prospère que le passé de « l'Irlande depuis plusieurs siècles. Toutes les condi-

réduite, ces vices gagnent et infectent peu à peu tout le corps social. Au contraire, comme on l'a dit avec raison, il n'y a jamais de mal irréparable dans un pays où l'on sait se faire si durement la leçon à soi-même, sans craindre de blesser l'orgueil national ou d'humilier le gouvernement. La publicité anglaise, téméraire, imprudente, grossière, qui souvent compromet en apparence la dignité du

« tions matérielles du peuple se sont améliorées. Il s'est « habitué à trouver dans une industrieuse activité et « dans la culture du sol national les ressources qu'il « cherchait au dehors et à l'aventure. Tout démontre « chez lui une intelligence plus développée, une plus « ardente recherche du progrès, sans qu'il y ait eu la « moindre diminution dans ses sentiments religieux et « moraux. Au contraire, tout ce qu'il a fait pour sa reli- « gion, à travers les épreuves de la famine, de la pesti- « lence et de l'émigration, m'a rempli d'admiration... « Le passé appartiendra bientôt à l'histoire, et même, « dans la génération actuelle, il y a peu d'hommes qui « peuvent se figurer ce qu'il a été pendant si longtemps « sous l'empire d'une politique que j'appellerai erronée, « pour ne pas la qualifier comme j'en aurais le droit. »

De tout ce qui précède, il est permis de conclure, sans vouloir absoudre en rien les persécutions et les spoliations dont l'Angleterre s'est rendue coupable envers les Irlandais, que nulle part aujourd'hui dans le monde l'Église catholique ne jouit en fait d'une liberté aussi complète et aussi absolue qu'en Angleterre et en Irlande. Ajoutons, *cum hoc si non propter hoc*, que nulle société au monde n'est plus insultée aujourd'hui que la société britannique par la plupart des journaux catholiques de France, de Belgique et d'Italie, par ceux-là même qui naguère affirmaient que la liberté de l'Église était inséparable dans leur programme de la liberté générale.

pays, qui peut même compliquer les relations internationales, est à la fois le pain quotidien des majorités, le refuge suprême des minorités, le pivot de la vie universelle.

C'est le remède de tous les maux inséparables d'une civilisation aussi avancée, remède douloureux à endurer, mais salutaire et infaillible, et qui surtout prouve mieux que tout autre argument l'excellente constitution du patient. Ce remède n'a jamais encore manqué son effet : témoin ce qui s'est passé lors de la guerre de Russie, et l'état relatif des deux armées alliées pendant le second hiver de leur séjour en Crimée. Heureuses les nations qui peuvent ainsi supporter le fer et le feu : ce sont des nations viriles, qui n'ont rien à envier à personne, et qui n'ont à craindre qu'un excès de confiance dans leur propre force !

Ce qui précède sert à expliquer comment il n'y a pas de reproche, pas d'injure, que les Anglais et les Anglo-Indiens n'aient adressés à leur gouvernement, à leurs généraux, à la Compagnie des Indes surtout, à cette grande corporation qui, après cent ans de succès et de prospérité croissante, s'est vue poursuivie, à la fin de sa glorieuse carrière, par cette lâche complicité de la nature humaine, dans tous les pays, avec la fortune, quand celle-ci abandonne ceux qu'elle a longtemps comblés de ses faveurs. Mais, si l'on pèse la valeur de toutes ces accusations, si l'on écoute les témoignages con-

traires, si l'on consulte surtout les faits dans le passé comme dans le présent, on ne se sent pas disposé à ratifier sur tous les points la sentence prononcée contre elle. L'avenir dira si l'on a eu raison de profiter de la crise actuelle pour supprimer ce que les Anglais appellent le *double gouvernement*, et pour mettre un terme à la multiplicité des rouages, qui, depuis le fameux bill de Pitt de 1784, n'ont cessé de compliquer l'action britannique dans l'Inde en restreignant de plus en plus l'indépendance de la Compagnie. En attendant, ce serait le comble de l'injustice que de passer condamnation sur toute son histoire.

Assurément elle a commis plus d'une faute, et peut-être plus d'un crime. Elle n'a surtout pas fait tout le bien qu'elle aurait pu faire. Mais je maintiens sans hésiter que la Compagnie des Indes orientales, aujourd'hui défunte, en vertu de l'acte du 2 août 1858, est, de toutes les dominations connues dans l'histoire des colonies du monde ancien et moderne, celle qui a fait les plus grandes choses avec les plus petits moyens, et celle qui, dans un espace de temps égal, a fait le moins de mal et le plus de bien aux peuples soumis à ses lois. Je maintiens qu'elle a délivré les populations indiennes d'un joug en général atroce pour les assujettir à un régime incomparablement plus doux et plus équitable, quoique bien imparfait encore. Elle a consacré à l'amélioration de la race con-

quise, non pas tous les efforts qu'elle aurait certes dû et pu employer et que des Anglais mêmes lui ont sans cesse demandés, mais cent fois plus de sollicitude et de dévouement qu'aucune des puissances indigènes dont elle a pris la place, ou qu'aucune des nations européennes investies par la conquête d'une mission analogue.

Si l'égoïsme immoral d'une corporation marchande a trop souvent signalé ses débuts dans la Péninsule; depuis plus de cinquante ans, ses chefs et ses principaux agents, les Wellesley, les Malcolm, les Munro, les William Bentinck, ont déployé tout le zèle et toute l'activité qui convenaient à leurs hautes fonctions pour expier les torts de leurs prédécesseurs, et pour forcer tout observateur impartial à reconnaître que, dans l'état actuel des choses, la domination britannique est à la fois un bienfait et une nécessité pour les habitants de l'Inde.

Elle n'a su ni corriger ni contenir partout la hauteur, la froideur, l'insolence naturelle des Anglais; mais elle a constamment lutté contre les résultats fâcheux de ce mélange d'égoïsme et d'énergie qui, chez la race anglo-saxonne, dégénère trop souvent en férocité, et dont on voit, aux États-Unis, de trop nombreux exemples.

Dans les contrées où elle a été investie de la souveraineté territoriale, elle a aboli partout l'esclavage et les corvées : le plus souvent, elle y a

respecté tous les droits acquis, et trop souvent même les abus établis avant elle. C'est ainsi que les agents européens, sans cesse trompés par les employés natifs qui leur servent d'intermédiaires forcés avec la population, ont pu être regardés comme complices des moyens atroces et des tortures employés par les percepteurs d'impôts; mais sans qu'on doive oublier que ce sont des Indiens qui torturaient, tandis que ce sont des Anglais qui ont découvert, dénoncé et châtié les bourreaux indigènes (1).

Dans la question si controversée et encore si incomplétement comprise de la constitution territoriale de l'Hindoustan, elle a toujours su empêcher la dépossession des propriétaires du sol par les colons ou les spéculateurs anglais, soit qu'elle ait sanctionné, avec lord Cornwallis, la tenure féodale des grands propriétaires musulmans et hindous dans le Bengale, soit qu'elle ait reconnu et régularisé les droits fonciers des paysans, comme dans les présidences de Bombay et de Madras, ou ceux des communautés rurales, comme dans les provinces du Nord-Ouest.

On reproche surtout à la Compagnie l'empressement qu'elle a mis à annexer à sa domination

(1) Voir l'enquête parlementaire de 1855 et de 1856 sur l'emploi de la torture dans l'Inde, volume in-folio. On y voit que pas un Anglais n'a été signalé comme ayant eu une part quelconque à ces atrocités.

immédiate des États dont elle avait accepté ou conquis la suzeraineté à titre d'alliés ou de vassaux (1). Mais on ne se demande pas assez si elle n'a pas été conduite nécessairement et involontairement, dans la plupart des cas, à absorber ces États indépendants. Par tout ce que nous avons nous-mêmes essayé en Algérie, par ce qui s'est passé jusqu'ici en Chine, il est clair que rien n'est plus difficile que de traiter avec les races orientales à titre d'alliés ou d'auxiliaires, et que leur bonne foi ou même leur intelligence se refuse à une autre condition que celle de la guerre ou de la complète sujétion. Tout le monde semble d'accord pour regarder l'annexion récente de l'Oude, sous le gouvernement du marquis de Dalhousie, comme un acte injustifiable qui a fourni un prétexte légitime à l'insurrection des cipayes. On devrait plus justement encore reprocher à l'administration anglaise d'avoir trop longtemps couvert de sa protection les crimes et les excès de la cour de Lucknow et de l'aristocratie des grands feudataires, qui écrasait le pays de ses guerres civiles et de ses exactions. Il faut lire, dans l'ouvrage intitulé *Vie privée d'un roi d'Orient*, publié en 1855, le tableau des déportements d'un de ces monstres qui régnaient à Lucknow avant

(1) Ce grief a été formulé avec beaucoup de force et de lumière dans un discours de sir Erskine Perry à la Chambre des communes, le 18 avril 1856, un an avant l'explosion qui a vérifié ses prédictions.

l'*annexion*, et dans le livre du colonel Sleeman, résident à cette cour, les violences et les spoliations quotidiennes qu'avait à subir la population des campagnes par suite des guerres de château à château. Les Anglais n'ont pas pris assez à cœur la responsabilité que leur imposait l'autorité protectrice, la sorte de suzeraineté qu'ils exerçaient depuis 1801, époque où ils occupèrent militairement cet État, mais où ils commirent la faute de rétablir la dynastie indigène sous la tutelle d'un résident anglais. Il fallait ou ne se mêler en rien des affaires de ces très-proches voisins, ou ne pas tolérer que les excès et les abus d'autrefois se perpétuassent sous la suzeraineté anglaise. Ce qui paraît certain, c'est que la population est réellement moins maltraitée dans les contrées complétement réunies à la domination anglaise que dans celles où subsiste encore l'autorité nominale des rajahs et des nababs tributaires de l'Angleterre. Toutefois les efforts de la Compagnie pour introduire la régularité et l'universalité des méthodes européennes, si peu d'accord avec les habitudes de l'Orient, quant à l'administration de la justice et quant à l'assiette et à la levée des impôts, l'ont conduite à froisser une foule d'intérêts individuels et à indisposer les masses. Quoique bien moins grevées que sous les princes indigènes, les populations n'en sont pas moins portées à craindre que l'intérêt de la propriété, telle qu'elles l'entendent

et la pratiquent, ne soit sacrifié et subordonné à l'intérêt du fisc. En outre les gouverneurs généraux, quelquefois malgré la Compagnie elle-même, paraissent avoir profondément blessé le sentiment national des races indiennes, en méconnaissant, dans l'ordre de succession aux trônes des rajahs et des nababs, les titres des héritiers adoptifs, auxquels les lois et les usages immémoriaux attribuent les mêmes droits qu'aux héritiers du sang.

C'est surtout dans l'ordre religieux que les accusations portées contre la Compagnie semblent injustes et contradictoires. Les uns lui reprochent aigrement de n'avoir rien fait pour propager le christianisme dans l'Inde; les autres attribuent, au contraire, l'explosion récente au prosélytisme qu'elle aurait encouragé ou toléré chez les missionnaires et chez certains officiers animés d'un zèle trop évangélique. Ces reproches tombent également à faux. Formée dans un but exclusivement commercial, la Compagnie des Indes n'a jamais prétendu, comme les conquérants espagnols et portugais, travailler pour la plus grande gloire de Dieu; mais en revanche elle n'a jamais entrepris d'imposer la vérité par la force à des peuples fanatiquement attachés à leurs erreurs, et elle n'a vu disparaître ou s'éteindre aucune des races soumises à ses lois. Elle a lutté avec lenteur et prudence contre certains crimes sociaux qui s'identifiaient avec la religion des Hindous, tels que le sacrifice des veuves, l'in-

fanticide, le *thuggisme;* mais, en principe, elle a scrupuleusement respecté la religion de ses sujets. Par son exemple plus encore que par des mesures directes, elle a réprimé l'esprit de prosélytisme aveugle et téméraire qui n'eût servi qu'à accroître l'antipathie naturelle entre les deux races, et qui eût pu aboutir aux horreurs trop justement imputées aux Espagnols du Mexique et du Pérou. Mais, loin d'apporter un obstacle à la prédication de l'Évangile, elle a d'abord organisé le culte national pour les employés anglicans ; puis, en ouvrant les portes des immenses régions de l'Inde, en deçà et au delà du Gange, aux chrétiens de toutes les confessions, elle a garanti à tous les efforts du zèle individuel la liberté qui est le premier et le seul besoin des vrais missionnaires. Ceux qui, parmi nous, font périodiquement l'apologie de la révocation de l'édit de Nantes, et qui louent Charlemagne d'avoir condamné à mort les Saxons assez osés pour se dérober par la fuite au baptême, trouveront sans doute qu'il valait mieux égorger les gens en les baptisant, comme l'ont fait les Espagnols en Amérique; mais l'immense majorité des chrétiens de nos jours sera d'un autre avis, et nul homme sensé ne fera un crime à la Compagnie des Indes d'avoir suivi dans l'Hindoustan le système que nous suivons nous-mêmes en Algérie, et dont nous réclamons l'introduction dans l'empire ottoman et en Chine.

Ceux qui reprochent à l'Angleterre de n'avoir

pas même su faire des protestants dans l'Hindoustan feraient peut-être bien de s'informer du nombre des catholiques que nous avons faits en Algérie. Je vais même trop loin en citant l'Algérie ; car, si je suis bien informé, la prédication de la religion catholique aux indigènes et les efforts faits pour les convertir y rencontrent les plus sérieux obstacles de la part des autorités civiles et militaires. On n'a pas encore entendu parler, que je sache, de missions catholiques encouragées ou même tolérées par le gouvernement français chez les Arabes, les Maures ou les Kabyles sujets de la France. On a fait un crime aux magistrats anglais d'avoir maintenu des propriétés destinées à l'entretien des rites absurdes et souvent obscènes de l'idolâtrie brahmanique, et d'avoir envoyé des gardes de police pour veiller au maintien de l'ordre pendant la célébration de ces cérémonies. Cela n'a plus lieu dans l'Inde depuis l'acte de 1840 ; mais c'est précisément ce que l'administration française se croit obligée de faire en Afrique, et, certes, l'on ne trouvera, sous la plume d'aucun fonctionnaire anglais, un manifeste aussi complet de sympathie et de protection pour le culte mahométan que le discours de M. Lautour-Mézeray, préfet d'Alger, en 1857, aux muftis et aux ulémas, où il cite avec effusion le Coran pour exalter la munificence impériale envers l'islamisme. Je ne me souviens pas d'avoir lu un seul mot de critique sur ce discours dans les feuilles

françaises les plus prodigues d'invectives contre la complicité prétendue des Anglo-Indiens avec le culte de Jaggernauth (1).

Le nouveau secrétaire d'État de l'Inde, lord Stanley, fils du premier ministre, a solennellement annoncé que le gouvernement métropolitain, aujourd'hui investi, sous le contrôle du parlement, de toutes les attributions de l'ancienne Compagnie, persisterait dans les errements de celle-ci sur la question religieuse. Dans l'entrevue officielle qu'il a

(1) Une proclamation infiniment curieuse, publiée à Bareilly par l'un des principaux chefs insurgés, le 17 février 1858, fait, dans le but d'encourager les indigènes à la résistance, une énumération détaillée de tout ce que les Anglais auraient dû faire, s'ils avaient voulu empêcher à jamais toute révolte. Ils auraient dû, selon ce document, anéantir les races des anciens rois et des nobles, brûler tous les livres de la religion, dépouiller les anciens princes du dernier *biswa* de terre, ne pas laisser d'armes aux Indiens, ne pas leur enseigner l'usage du canon, *renverser toutes les mosquées et tous les temples hindous, interdire la prédication aux brahmines, aux faquirs musulmans ou hindous, obliger les naturels à se faire marier par des prêtres anglais,* à se faire traiter par des médecins anglais, et enfin ne pas tolérer d'autres sages-femmes que des Anglaises. Si les Anglais avaient pris ces mesures, dit la proclamation, les indigènes seraient restés soumis pendant dix mille ans. Mais, ajoute-t-elle, c'est ce qu'ils comptent faire dans l'avenir, et c'est pourquoi il faut les extirper à jamais de notre sol. On trouve dans le *Times* du 17 mai ce code de la persécution, manifeste unique dans son genre, qui n'énumère contre les tyrans étrangers que les griefs qu'ils n'ont pas commis.

eue avec les délégués des missions protestantes, le 7 août 1858, il a déclaré qu'en laissant toute liberté aux missionnaires, le pouvoir garderait la neutralité religieuse la plus loyale et la plus complète, en maintenant l'égalité devant la loi entre les personnes de toutes les religions.

Que peut-il y avoir de plus favorable aux progrès du catholicisme dans l'Inde que ce système? Quelle concurrence a-t-il à craindre, puisqu'il paraît constant que la distribution des Bibles, à laquelle se borne la propagande protestante, n'a encore produit que des résultats illusoires? N'est-il pas évident que, si le gouvernement intervenait d'une façon plus directe, il ne le pourrait faire qu'au profit de l'anglicanisme? Ce qu'il faut demander, c'est qu'il exécute sincèrement ce programme et qu'il mette un terme à l'injustice flagrante qui a longtemps régné dans la rétribution respective des aumôniers catholiques et protestants attachés aux différents corps d'armée, et dans les facilités accordées au service religieux des prisons et des écoles régimentaires. Mais ici encore, quand on oppose les faveurs pécuniaires conférées aux écoles et aux églises anglicanes avec l'abandon où sont laissées les œuvres catholiques, on oublie que les établissements anglais dans l'Inde ont été fondés dans un temps où les catholiques gémissaient dans la mère patrie sous d'odieuses lois d'exclusion, tout comme les protestants en France. Les uns et les autres

n'ont dû leur émancipation qu'au principe tout moderne de la liberté de conscience. La Compagnie des Indes a eu le mérite de reconnaître ce principe dans l'Hindoustan avant même qu'il eût triomphé en Angleterre. Quoique exclusivement composée de protestants, jamais elle ne s'est opposée à la prédication catholique. Aujourd'hui, on lui demande, et avec raison, non-seulement la liberté, mais l'égalité des divers cultes, et on y arrive graduellement. Le gouvernement anglais est déjà entré dans cette voie équitable; dès 1857, la Compagnie avait doublé le traitement des chapelains militaires catholiques, et, par arrêté du 24 juin 1858, émanant du duc de Cambridge, commandant en chef de l'armée anglaise, il est créé dix-neuf places nouvelles d'aumôniers catholiques pour l'armée, avec des traitements identiques à ceux des aumôniers protestants. Une circulaire du général Peel, secrétaire d'État de la guerre, du 23 juin 1858, introduit dans le régime des écoles régimentaires des réformes précieuses et qui pourraient servir de modèle en Prusse et dans d'autres pays mixtes. Mais, en dehors de ces faveurs qui ne sont que des actes de justice, les progrès de la religion catholique dans l'Inde sont depuis longtemps identifiés au maintien et à l'existence de la domination britannique, par le seul fait de la liberté qu'elle assure à la prédication évangélique et de l'ascendant qu'elle exerce au profit des Européens et de leurs

idées même dans les pays qui ne lui sont pas soumis. Supposons les Anglais expulsés de l'Inde et ce pays replacé sous le joug des princes musulmans et hindous rétablis; n'est-il pas évident qu'il faudrait y aller bientôt protéger nos missionnaires à coups de canon, comme on vient de le faire en Chine et en Cochinchine? « Notre espoir de succès « était dans le prestige que la puissance anglaise « exerçait sur les pays que nous devions traver- « ser, » écrit un missionnaire français au moment de partir pour le Thibet, le 16 juillet 1857 (1). Les nombreux évêchés catholiques établis dans la péninsule hindoustanique depuis la conquête anglaise témoignent d'ailleurs, plus haut que tout autre argument, de l'importance des services rendus (2) par cette conquête à la vraie foi. Si l'on consultait la Congrégation de la Propagande, à Rome, on saurait d'elle combien les pontifes et les missionnaires ont à se louer de la liberté absolue dont ils jouissent dans les États de la Compagnie, toutes les fois qu'ils ne sont pas en contact avec les difficultés qui proviennent de l'ancien patronat de la couronne de Portugal et de ces concessions trop généreuses faites naguère par le Saint-Siége à un État catholique dont l'esprit de chicane et d'enva-

(1) *Annales de la Propagation de la foi.* Novembre 1857.

(2) Le dernier relevé donne, dans les possessions anglaises de l'Inde, un total de 19 évêques, 780 prêtres et 764,349 catholiques. *Tablet* du 25 septembre 1858.

hissement ne date pas d'aujourd'hui ni d'hier, mais remonte au temps des premiers établissements et forme un si triste contraste avec le titre de *Très-Fidèle* décerné par les papes à la royauté portugaise. Les détracteurs jurés de la liberté moderne, les admirateurs rétrospectifs des monarchies orthodoxes et absolues, ne trouveront rien dans les annales du gouvernement anglo-indien qui rappelle, même de très-loin, les dix ans de prison infligés à Goa aux vicaires apostoliques envoyés par Urbain VIII au Japon, ni la *peine de mort*, qui existait encore vers 1687 contre tous ceux qui essayeraient de pénétrer en Chine sans l'autorisation préalable du gouverneur de Macao (1).

D'ailleurs, les insurgés indiens, moins éclairés, sans doute, que leurs protecteurs de Paris et de Turin, n'ont fait aucune distinction entre les catholiques et les prostestants : à Delhi, à Agra, à Cawnpore, ils ont saccagé nos couvents et égorgé nos missionnaires tout comme s'ils étaient anglicans (2), et ceux-ci avaient mérité ce sort par le

(1) Voir F. de Champagny, *le Correspondant*, t. XIX, juillet 1847. Le P. Bertrand, *Mission du Maduré*, p. 321. Mgr. Luquet, *Lettres sur l'état des missions*, dans l'*Université catholique*, t. XXXI, p. 240. Léon Pagès, *Une Question catholique aux Indes et dans la Chine*, dans *l'Ami de la religion*, juillet 1858.

(2) Mgr. Persico, vicaire apostolique d'Agra, a raconté à l'assemblée générale des conférences de Saint-Vincent-de-Paul, tenue à Paris le 19 juillet 1858, que, dans son

dévouement infatigable et la généreuse charité qu'ils avaient prodigués aux blessés et aux malades des deux confessions (1).

Ce qui est certain, c'est que dans tout ce déluge d'accusations portées contre l'administration britannique par la presse métropolitaine et étrangère, et surtout par le journalisme indien, qui ne ménage personne et ne se tait sur rien, nul n'a encore signalé, dans les temps qui ont immédiatement précédé l'explosion de la révolte, un seul acte de cruauté, de corruption ou de perfidie qui puisse être imputé individuellement à un fonctionnaire anglais, soit civil, soit militaire. Ainsi s'explique un fait de la plus haute importance, et qui suffit à lui seul pour absoudre la domination anglaise.

seul vicariat, les insurgés avaient détruit une cathédrale magnifique, vingt-cinq églises, deux colléges, deux orphelinats, cinq couvents de religieuses, des pensionnats, des externats, des asiles, etc. On peut voir par cette seule énumération si la domination anglaise a été nuisible à la propagation du catholicisme, car pas un de ces établissements n'était antérieur à la conquête britannique.

(1) Voir le touchant témoignage rendu par le chapelain de la garnison protestante de Delhi au P. Bertrand : « Les services et les sacrifices du P. Bertrand vivront « dans la mémoire de l'armée anglaise, jusqu'au dernier « jour du dernier survivant de cette armée. » *The chaplain's narrative of the siege of Delhi*, by John Rotton. M. A. Diverses correspondances de Cawnpore et autres lieux, dans le *Times*, rendent les mêmes hommages aux aumôniers catholiques, attachés aux troupes anglaises.

Depuis bientôt dix-huit mois que dure l'insurrection, elle est restée purement militaire; *la population civile n'y a pris aucune part sérieuse.* Sauf dans quelques rares localités, elle a refusé tout concours aux insurgés (1), malgré les occasions, les tentations nombreuses que lui offraient les désastres partiels des Anglais et le nombre si restreint de leurs troupes. Loin de là; on sait que c'est encore maintenant au concours des princes indiens et d'auxiliaires empruntés à des races différentes de celles qui composent l'armée du Bengale que l'Angleterre doit d'avoir pu lutter victorieusement contre les insurgés. La révolte a été exclusivement l'œuvre des cipayes enrégimentés de la Compagnie, et là encore on ne cite pas le moindre acte de rigueur ou de violence de la part des chefs militaires anglais qui ait pu provoquer la révolte. Pour les soulever, il a fallu avoir recours à des fictions dont aucune n'implique la dureté ou l'injustice des officiers anglais, mais qui roulaient exclusivement

(1) C'est ce que reconnaît avec loyauté le *Tablet*, journal irlandais, très-hostile à l'Angleterre, et qui, tout en reprochant à la Compagnie des fraudes, des excès et des abus innombrables, ajoute : « L'avenir ne voudra pas « croire qu'une révolte de soldats, payés par la Compa- « gnie, lui ayant juré fidélité, et qui ont débuté par « égorger leurs officiers, par massacrer des femmes et « des enfants, dans le but avoué d'extirper le christia- « nisme dans l'Inde, ait pu inspirer à certains journaux « des sentiments de sympathie et d'admiration. » 31 juillet 1858.

sur les prétendus dangers que couraient la foi religieuse et les usages traditionnels des cipayes. Leur crédulité à cet égard est d'autant plus inexplicable, que les observateurs les plus compétents sont unanimes à reconnaître que les Anglais avaient poussé au delà de toute limite les ménagements pour les préjugés de caste et la supériorité orgueilleuse des brahmines qui formaient la majorité dans les régiments du Bengale. L'indulgence, la partialité pour les Indiens avaient été portées au point de faire supprimer, dans toute l'armée indigène, les punitions corporelles qui subsistent encore pour les troupes anglaises et dont il a été fait un usage si révoltant en Europe, lors de l'insurrection des îles Ioniennes, en 1849, à l'époque même où les ouvriers de Londres poursuivaient de leurs insultes le général autrichien Haynau, à qui ils reprochaient d'avoir fait fouetter des femmes en Hongrie (1).

Après avoir fait cette large part à l'apologie d'un grand peuple injustement décrié, parce qu'il a

(1) Quant aux motifs qui ont pu amener le soulèvement des musulmans, incorporés en même temps que les brahmines dans l'armée anglaise, il est difficile de les trouver ailleurs que dans cette recrudescence universelle de fanatisme mahométan qui ébranle partout l'empire ottoman, qui a produit les massacres de Djeddah, de Candie, de Gaza, et qui éclate aux portes mêmes des pays les plus civilisés de la chrétienté, en Bosnie et en Hertzégovine, à deux pas de Venise et de Vienne.

l'honneur à peu près unique de représenter la liberté dans l'Europe moderne, il convient de témoigner la juste indignation que doit soulever l'excessive rigueur des châtiments infligés par les Anglais aux insurgés vaincus et prisonniers. Je sais tout ce qu'on peut dire pour excuser des représailles trop légitimes contre des sauvages coupables des excès les plus monstrueux envers tant d'officiers surpris, désarmés, et surtout envers tant de nobles femmes, de pures jeunes filles et de pauvres petits enfants égorgés par centaines sans que rien ait pu provoquer de telles horreurs. Je comprends le cri de ralliement des montagnards écossais à l'assaut de Delhi : *Souvenons-nous des dames et des enfants* (1). J'admets encore que les sévérités exercées sur des soldats pris les armes à la main, tous volontaires et engagés par un serment spontané à respecter les chefs qu'ils ont massacrés, ne sauraient se comparer aux supplices infligés à des peuplades innocentes et hospitalières par les conquérants du nouveau monde, ni même aux rigueurs décrétées par nos généraux français de l'Empire contre les populations de l'Espagne et du Tyrol (2), engagées dans la plus légitime des insurrections;

(1) *Remember the ladies, remember the babies.*

(2) Par exemple, l'ordre du jour du 15 mai 1809, publié par le maréchal duc de Dantzig contre les insurgés tyroliens, qui décrète, au nom de l'empereur Napoléon, *protecteur de la religion*, que tout Tyrolien pris les armes à la main sera fusillé ou pendu, et que, dans toute com-

bien moins encore aux horreurs exercées dans la Vendée par les bourreaux de la Convention. Mais je n'en demeure pas moins convaincu que la juste mesure de la répression a été dépassée, et que ces exécutions en masse des cipayes vaincus, systématiquement continuées après la première ébullition de la douleur indignée par des atrocités inouïes, imprimera une tache indélébile sur l'histoire de la domination anglaise dans l'Inde. Ce n'est plus de la justice, c'est de la vengeance. Un peuple vraiment libre doit laisser le triste privilége de la cruauté à des esclaves révoltés. Un peuple chrétien doit savoir qu'il lui est à la fois interdit et impossible de lutter par les supplices avec les races infidèles. Il appartient aux *gentlemen* anglais qui dirigent les opérations militaires et politiques entre l'Indus et le Gange, de savoir résister aux odieuses excitations de la presse anglo-indienne. Ils ont devant eux l'exemple de ce généreux Havelock qui, dans la proclamation adressée aux soldats qu'il menait contre les égorgeurs de Cawnpore, déclare qu'il ne convient pas à des soldats chrétiens de prendre des bourreaux païens pour modèles.

Ce nom de Havelock rappelle et résume toutes les vertus qu'ont déployées les Anglais dans cette

mune ou canton où l'on trouvera un soldat mort, toutes les habitations seront incendiées, et les principaux habitants pendus à l'arbre le plus voisin. Le texte se trouve dans *Mayer, der Mann von Rinn*. Innspruck, 1851, p. 84.

lutte gigantesque, et que ternirait sans retour la persévérance obstinée d'une trop cruelle répression. Havelock, personnage d'une grandeur antique, semblable par les plus beaux côtés et les plus irréprochables aux grands puritains du XVIIe siècle, arrivé aux portes de la vieillesse avant d'avoir brillé, jeté subitement aux prises avec un péril immense et des moyens insignifiants pour le dompter, vient à bout de tout par son religieux courage, atteint d'un seul coup la gloire de cette immense popularité qui retentit partout où se parle la langue anglaise ; puis meurt avant d'en avoir pu jouir, préoccupé surtout, à ses derniers instants, comme il l'avait été toute sa vie, des intérêts de son âme et de la propagation du christianisme dans l'Inde, et disant à son fils accouru pour recevoir son dernier soupir : « Il y a quarante ans que je me prépare à ce jour... La mort m'est un gain. » Il figure dignement à la tête d'un groupe de héros qui se sont montrés à la hauteur de toutes les difficultés, de tous les dangers, de tous les sacrifices. Parmi eux, l'Angleterre reconnaissante aime surtout à nommer Nicholson, Wilson et Neil, aussi enlevés au milieu de leurs victoires vengeresses ; sir Henry Lawrence, le premier des héros de Lucknow, et celui dont l'énergie a sauvé les récentes conquêtes du Nord-Ouest ; enfin, pour ne parler que des morts, le capitaine Peel, ce jeune et noble fils du grand sir Robert, aussi vaillant sur terre que sur

mer, dont la perte prématurée a été une sorte de deuil national. Victimes d'une lutte engagée entre la civilisation et la barbarie, ils ne sont étrangers à aucun peuple chrétien : tous peuvent les admirer sans restriction et sans réserve. Ils font honneur à l'espèce humaine.

Et ce ne sont pas seulement ces noms hors ligne qu'il faut admirer; c'est l'ensemble de la conduite de cette poignée d'Anglais, surpris au milieu de la paix et de la prospérité par la plus épouvantable et la plus imprévue des catastrophes. Pas un n'a faibli ou tremblé devant les bourreaux : tous, civils et militaires, jeunes et vieux, chefs et soldats, ont résisté, ont combattu, ont péri avec un sang-froid et une intrépidité qui ne se sont jamais démentis. C'est là qu'éclate l'immense valeur de l'éducation publique, telle que nous l'avons signalée ici même, qui appelle dès l'adolescence le jeune Anglais à user de sa force et de sa liberté, à s'associer, à résister, à ne rien craindre, à ne s'étonner de rien et à se tirer d'affaire par lui-même de tous les mauvais pas de la vie. Mais, de plus, les Anglaises, condamnées à partager les souffrances, les angoisses et, en si grand nombre, la mort atroce de leurs pères et de leurs époux, ont montré le même héroïsme chrétien. Le massacre de Cawnpore, où, avant d'être égorgés, hommes et femmes, garrottés, obtiennent pour grâce unique d'écouter à genoux les prières de leur liturgie lues par le

chapelain qui devait périr avec eux, semble une page arrachée aux actes des premiers martyrs. On aime à rapprocher cette scène du jour de *jeûne et d'humiliation nationale,* ordonné par la Reine, et universellement observé le 7 octobre 1857, où l'on eut le noble spectacle d'un peuple entier prosterné devant Dieu pour lui demander grâce et miséricorde. C'est dans de tels exemples et dans de tels souvenirs, et non dans les révoltants et puérils excès d'une répression sanglante, que l'Angleterre doit puiser la force de résister à ses ennemis et la certitude de les dompter.

IV

Dans ce qu'on vient de lire, je n'ai prétendu ni tout expliquer ni tout justifier dans les récents événements de l'Inde : je n'ai pas voulu juger le passé, encore moins inspirer sur l'avenir de cet empire une sécurité que je suis loin de partager. J'ai voulu seulement exprimer mes propres impressions sur un ordre de faits et d'idées dont il est impossible de ne pas se préoccuper quand on porte quelque intérêt aux destinées de la liberté et de la justice ici-bas. Elles serviront, d'ailleurs, à expliquer les dispositions avec lesquelles j'ai assisté au principal débat parlementaire qui ait eu l'Inde pour objet pendant la dernière session.

On était aux premiers jours de mai. Deux mois s'étaient à peine écoulés depuis l'avénement du nouveau ministère présidé par lord Derby, et la chute si imprévue de lord Palmerston. On sait quelles en ont été les causes. A l'horreur universelle excitée, en Angleterre comme partout, par l'exécrable attentat du 14 janvier, avait succédé une vive irritation produite par les démarches du gouvernement français et par divers documents insérés au *Moniteur*, qui semblaient rendre la société anglaise, où il n'y a aucune police politique, responsable des préparatifs d'un crime que toute la puissance et la vigilance de la police française n'avaient pu prévenir. Le gouvernement du roi Louis-Philippe aurait eu tout aussi bonne grâce à rendre l'Angleterre responsable, en 1840, de l'expédition de Boulogne. Nous croyons pouvoir parler de cet incident d'autant plus librement que notre gouvernement, avec une sagesse qui l'honore, a depuis spontanément renoncé à insister sur les points qui l'inquiétaient alors (1). Le droit d'asile est regardé par le peuple anglais comme une de ses gloires nationales, et ce peuple est celui de tous qui est le moins disposé à sacrifier un droit à l'abus qu'on en peut faire. Ce droit avait, d'ailleurs, servi aux Français de toutes les opinions et de tous les partis,

(1) Voir, sur ce sujet délicat, le discours de M. le comte de Persigny au conseil général de la Loire, inséré au *Moniteur* du 29 août 1858.

à travers les révolutions nombreuses qui ont déchiré la France moderne : il avait surtout servi aux diverses dynasties qui ont passé sur la France, et le souverain actuel en avait usé avec plus de liberté que personne. On savait donc mauvais gré à lord Palmerston et à ses collègues de la sorte de condescendance qu'ils avaient mise à répondre aux exigences impériales. On entendait retentir dans le pays le vieux cri de ralliement des luttes de la couronne d'Angleterre contre la papauté du moyen âge : *Nolumus leges Angliæ mutari.* Bien que la Chambre des communes eût voté en principe un projet, d'ailleurs parfaitement raisonnable et légitime, destiné à faciliter l'application de la pénalité légale contre les auteurs et complices des crimes commis à l'étranger, cette assemblée ne put résister au courant de l'opinion publique, et le 19 février elle adopta un vote de censure dirigé contre la conduite des relations diplomatiques entre les deux pays. Sous le coup de ce blâme solennel, lord Palmerston dut se retirer avec tous ses collègues.

Mais ce serait se tromper étrangement que de chercher dans ce différend éphémère entre la France et l'Angleterre les véritables causes de la chute d'un ministre qui avait joui jusqu'alors d'une si longue et si puissante popularité. Ces causes remontent plus haut et sont à la fois plus honorables et plus naturelles. Avec une popularité ancienne

et enracinée, après une grande guerre promptement et heureusement terminée sous ses auspices, après une dissolution toute récente de la chambre des communes qui lui avait donné raison, sur la question chinoise, contre la formidable ligue de ses adversaires, et l'avait replacé à la tête d'une majorité plus considérable que jamais, on devait le croire maître assuré du pouvoir pendant de longues années encore. Mais la hauteur où il s'est trouvé semble l'avoir étourdi. Longtemps courtisan avisé de l'opinion publique et de ses caprices, on eût dit qu'il se croyait libre désormais de la dédaigner et même de la braver. Quoiqu'il eût toujours réussi à conquérir l'appui de la majorité des communes pour sa politique extérieure, il n'en avait pas moins suscité dans une foule d'esprits libéraux et sensés une vive et croissante antipathie pour cette politique taquine et tapageuse, sans dignité et sans logique, tantôt affectant pour la liberté un zèle qui ne recule devant aucune sympathie révolutionnaire, tantôt adorant et adulant la monarchie absolue, politique qui a certainement fait plus de mal à la bonne renommée de l'Angleterre que toutes les injures de ses détracteurs. A ces mécontentements si justement provoqués par sa politique étrangère, venaient se joindre ceux que produisait son indifférence dédaigneuse à l'égard de la plupart des réformes intérieures qui préoccupent les nouveaux partis. Comme il arrive trop

souvent aux hommes d'État vieillis dans l'exercice du pouvoir, il s'était habitué à se passer de toute autre supériorité que la sienne, à ne s'entourer que d'honnêtes et dociles médiocrités, et se figurait que la quantité de ses adhérents le dédommagerait toujours assez de leur qualité. Il n'appelait guère aux fonctions publiques que les membres d'une coterie de famille et de parti dont le public se montrait las depuis longtemps, et dont le premier ministre semblait prendre plaisir à rétrécir chaque jour la circonférence. En dernier lieu, il avait ouvert les portes du cabinet à un personnage dont la réputation morale était, à tort ou à raison, compromise, et cette nomination avait soulevé un véritable orage dans les classes moyennes, de plus en plus susceptibles sous ce rapport. — Enfin, cette bonne humeur constante, cette jovialité cordiale, cette gaieté de bon ton et de bon aloi, par laquelle il éblouit et fascine dans la vie privée, et qui lui a rendu tant de services dans les débats publics les plus épineux, semblait à son tour l'abandonner. On eût dit qu'il prenait plaisir à irriter ses adversaires et à inquiéter ses amis, par le ton arrogant et sarcastique de ses réponses aux interpellations législatives. On affirme que rien n'a plus contribué à augmenter la majorité qui s'est formée à l'improviste contre lui que l'ironie méprisante qu'il avait opposée quelques jours avant le vote de censure à la question sou-

levée par M. Stirling (1) sur le legs fameux de Napoléon Ier au soldat Cantillon accusé d'assassinat sur le duc de Wellington. Toutes ces causes réunies, grandes et petites, ont fini par amoindrir et ébranler l'ascendant que s'était conquis lord Palmerston par sa rare capacité, son infatigable ardeur, son éternelle jeunesse, son patriotisme incontesté. Tout semblait solide et intact au dehors dans cette grande position : elle était cependant minée au fond de beaucoup d'esprits; un choc imprévu et instantané a suffi pour qu'elle s'écroulât. Les faits que je vais raconter ont rendu cette ruine beaucoup plus complète et plus durable qu'elle n'avait d'abord paru.

En effet, ni lord Palmerston ni le public ne croyaient à une défaite définitive. Lord Derby avait été investi du mandat de former un nouveau ministère, en sa qualité de chef de cet ancien parti conservateur qui ne s'est jamais relevé du coup qu'il s'est porté à lui-même en refusant de suivre sir Robert Peel dans la voie du progrès légitime, et qui n'a reconquis la majorité ni dans le pays ni dans le parlement. Mais lord Derby avait un état-major qui avait déjà fonctionné tant bien que mal

(1) M. William Stirling, membre du Parlement, est honorablement connu dans le monde littéraire par son ouvrage sur la *Vie claustrale de Charles-Quint*, qui a précédé les publications de M. Mignet, de M. Gachard et de M. Pichot sur cet intéressant sujet.

pendant quelques mois en 1852, et qu'il avait eu soin de renforcer par des éléments plus jeunes, plus actifs et plus intelligents, de façon à présenter un front de bataille beaucoup plus intéressant et plus imposant que les collègues tant soit peu usés de lord Palmerston. A côté d'orateurs puissants tels que M. Disraëli et lord Ellenborough, et d'administrateurs laborieux et populaires tels que sir John Pakington, et M. Walpole, on y voyait briller surtout le jeune fils de lord Derby, lord Stanley, en qui tous les partis semblent d'accord pour saluer le chef futur et populaire d'un grand parti nouveau et d'un grand ministère de conciliation et d'action. Toutefois, et malgré les débuts assez heureux du nouveau ministère, son existence ne pouvait être regardée comme assurée. La majorité qui avait renversé lord Palmerston n'était composée que pour les deux tiers environ de partisans de lord Derby; l'autre tiers comprenait, outre les brillantes et trop rares individualités qui portent le nom de *peelites,* tous les *libéraux indépendants* et surtout les radicaux, beaucoup plus avancés en politique que les *whigs* ordinaires de l'armée de lord Palmerston, et à plus forte raison que les torys rangés derrière lord Derby. Cette majorité pouvait bien supporter quelque temps un gouvernement né du vote qu'elle avait rendu : mais elle ne lui avait promis aucun concours durable. Lord Palmerston et ses amis comptaient sur les dissentiments pro-

chains et sur la prompte lassitude que ne pouvait manquer d'engendrer une telle situation. Ils n'attendaient qu'une occasion favorable pour se remettre en ligne et pour reconquérir une position temporairement compromise par des fautes faciles à réparer, mais qu'on saurait bien consolider en profitant de la leçon reçue. Cette occasion ne tarda pas à se présenter, aussi éclatante et aussi favorable que possible.

Lucknow, la capitale du royaume de l'Oude, venait enfin de succomber aux armes britanniques. L'attention de l'Angleterre était fixée depuis longtemps sur cette grande ville, où six cents Anglais et deux cents Anglaises, assiégés dans un palais à peine crénelé par soixante mille égorgeurs et une population hostile de cent cinquante mille âmes, avaient donné pendant quatre mois l'exemple d'un courage aussi héroïque et plus triomphant que celui des défenseurs de Saragosse. Délivrés par Havelock, ils n'avaient pu conserver la forteresse immortalisée par leur valeur, et il avait fallu qu'une nouvelle armée, commandée par sir Colin Campbell, vînt arracher aux révoltés cette ville à la fois citadelle et capitale de l'insurrection (1). La prise de Lucknow semblait devoir assurer la soumission entière du royaume d'Oude, dont la réunion aux

(1) Nous renvoyons pour les détails du siége de Lucknow à l'excellente description qu'en a donnée M. Forgues dans la *Revue des Deux Mondes*, 1er et 15 juillet 1858.

États immédiatement gouvernés par la Compagnie avait été regardée comme la principale raison de l'insurrection, grâce au mécontentement que cette mesure avait inspiré au grand nombre de cipayes originaires de ce pays et volontairement engagés dans l'armée du Bengale. Pour assurer cette soumission, le vicomte Canning, gouverneur général de l'Inde, crut devoir publier une proclamation, en date du 14 mars 1858, qui prononçait, sous le nom de réunion au domaine britannique, la peine de la confiscation absolue de tout droit de propriété appartenant aux Talookdars (1), aux chefs et aux propriétaires fonciers du royaume d'Oude, à l'exception de six d'entre eux, nommément désignés, qui avaient secondé les autorités anglaises pendant la révolte. Il se réservait de restituer tout ou partie des biens ainsi confisqués à ceux qui feraient preuve d'une prompte soumission et d'un concours empressé aux efforts du gouvernement pour le rétablissement de l'ordre et de la paix.

Un acte pareil était de nature à blesser profondément non-seulement les intérêts les plus chers d'une population indigène de cinq millions d'âmes, mais encore la conscience publique de l'Angleterre,

(1) Ce sont les grands feudataires du pays ; ils paraissent avoir été originairement des fermiers généraux du fisc qui se sont rendus héréditaires et propriétaires du sol, comme les *judices* et les *comites* du Bas-Empire et des temps antérieurs à la féodalité occidentale.

tardivement, mais profondément convaincue que le respect du droit de propriété est la base de tout droit social. On devait surtout s'étonner de le voir émaner de lord Canning, qui, surpris, dès la seconde année de son administration, par l'explosion de la révolte la plus imprévue et la plus formidable qu'on ait jamais vu éclater contre une domination étrangère, s'était montré jusque-là supérieur aux terribles difficultés de sa situation, et avait résisté, avec la constance la plus noble et la plus chrétienne, aux excitations sanguinaires des Anglais de Calcutta contre les rebelles et contre les Hindous en général. La presse anglo-indienne, exaspérée par la modération inflexible du gouverneur général, lui avait infligé, en guise de sobriquet injurieux, le surnom de *Clémence* et ne le désignait plus que comme lord Clémence Canning. Et c'était lui qui venait aujourd'hui décerner contre un peuple en masse ce châtiment aussi impolitique qu'excessif, aussi inique par son application universelle que par sa cruelle réversibilité sur la postérité des coupables et des innocents !

Aussi, à peine connue à Londres, la proclamation excita une émotion générale qui se traduisit, dès le jour même de sa publication (6 mai), par une interpellation qu'adressa M. Bright au chancelier de l'Échiquier, M. Disraëli. Celui-ci répondit que le gouvernement avait déjà exprimé à lord Canning une improbation formelle et totale de la

mesure en question. Mais, dès le surlendemain, l'attention publique fut de nouveau absorbée par l'apparition, dans un journal de Londres, d'un document encore plus étrange et plus saisissant. C'était la dépêche par laquelle le comte d'Ellenborough, président du bureau de contrôle, c'est-à-dire ministre au département de l'Inde, avait, dès le 19 avril, signifié au gouverneur général le blâme solennel du pouvoir métropolitain (1).

Lord Ellenborough, lui-même ancien gouverneur général des Indes, où il s'était signalé par la conquête des vastes provinces du Scinde et du Gwalior, avait été destitué par les directeurs de la Compagnie, qu'avaient inquiétés l'ardeur de son ambition et l'imprudence de son langage officiel. C'est, je crois, le seul exemple de l'usage qu'ait fait la Compagnie de ce *veto* suprême qui lui était réservé à l'égard du vice-roi des Indes, dont la nomination appartient, depuis 1784, à la couronne. Rival de lord Derby par son talent oratoire et l'un des personnages considérables de son ministère, lord Ellenborough a toujours conservé une indépendance d'allures et une brusquerie de parole qui l'ont fait redouter de ses

(1) Cette dépêche émanait officiellement du comité secret de la Cour des directeurs de la Compagnie des Indes, mais ce comité n'agissait que sous les ordres et sous la responsabilité du ministre. Toutes ces complications d'attributions ont disparu par suite de la suppression récente de la Compagnie des Indes comme autorité gouvernementale.

alliés autant que de ses adversaires. Ceux qui ont eu la bonne fortune de le rencontrer dans le monde, en même temps que lord Canning, peuvent juger que jamais contraste ne fut plus complet que celui du caractère et de l'attitude de ces deux vice-rois. Ils appartiennent, d'ailleurs, tous deux à l'histoire, qui a rarement enregistré un document plus significatif que la lettre de l'un des deux à l'autre :

« Nous appréhendons, lui écrit-il, que votre décret, qui déshérite tout un peuple, opposera des difficultés presque insurmontables au rétablissement de la paix... Les propriétaires fonciers de l'Inde sont aussi attachés au sol qu'ont occupé leurs ancêtres et aussi susceptibles à l'endroit de leurs droits personnels que les possesseurs territoriaux de n'importe quel autre pays. Quelles que soient vos intentions ultérieures, votre proclamation semblera priver la masse du peuple de tout espoir quant à l'objet qui doit leur être le plus cher, tandis que la substitution de notre autorité à celle de leur souverain indigène a naturellement excité contre nous tout ce qu'ils peuvent avoir de sentiment national. »

Puis, dans une série de paragraphes qui ne paraissent pas avoir été destinés à une publicité immédiate, le ministre blâme sans détour l'annexion du royaume d'Oude, opérée par le gouvernement anglais sous lord Dalhousie, ainsi que les mesures fiscales qui avaient suivi cette incorporation. Il en conclut que la guerre faite dans l'Oude a plutôt le caractère d'une guerre légitime et régulière que d'une rébellion, et que, par conséquent,

les habitants de ce pays doivent plutôt être traités avec indulgence que soumis à la pénalité la plus rigoureuse qui puisse être infligée à un peuple conquis.

La dépêche se terminait ainsi :

« Il y a des conquérants qui, après avoir triomphé d'un pays insurgé, ont réservé un petit nombre d'individus comme dignes de châtiment, mais ont généreusement et politiquement pardonné à la généralité des habitants. Vous avez suivi une autre voie : vous avez réservé l'indulgence pour le petit nombre, et vous avez frappé la masse des habitants de la peine la plus cruelle. Nous ne pouvons nous empêcher de croire que les antécédents que vous n'avez pas jugé à propos de suivre paraîtront plus sages à la postérité que l'exemple que vous aurez vous-même donné. — Nous désirons que vous mitigiez dans la pratique la sévérité du décret de confiscation que vous avez émis contre les propriétaires fonciers de l'Oude. Nous désirons que l'autorité anglaise dans l'Inde repose sur l'obéissance d'un peuple satisfait. Il n'y a pas de satisfaction possible là où règne la confiscation. Il n'y a pas de force au monde qui puisse faire durer un gouvernement dans un pays dont la population est exaspérée par le sentiment de l'injustice; et, *quand même cette force existerait, il faudrait désirer qu'elle ne pût jamais réussir.* »

L'histoire, j'en suis convaincu, donnera raison à l'auteur de ces nobles paroles; elle dira aussi que celui à qui elles ont été adressées était digne de les comprendre et de les appliquer. Mais la politique n'est pas toujours d'accord avec l'histoire, et la

justice même devait exiger que cette solennelle et mémorable réprimande ne fût pas envoyée à sa destination, ni surtout livrée à la publicité, avant que le haut fonctionnaire qu'elle incriminait eût pu justifier ou expliquer sa conduite. Aussi y eut-il une explosion subite de surprise et de mécontentement. Tout le monde comprit qu'il y avait au moins une souveraine imprudence à désavouer ainsi, pendant que la guerre durait encore dans l'Oude, toute la politique antérieure relativement à cette contrée, et à paralyser par une improbation publique l'autorité du représentant suprême de la puissance britannique dans l'Inde. Le public fut en outre froissé par la forme hautaine et quelque peu emphatique dont lord Ellenborough avait revêtu sa censure. Ce genre est l'antipode du style simple et sec qu'affectent les Anglais dans leurs documents officiels. Il contribua beaucoup à soulever les esprits contre l'auteur de la dépêche.

Aussitôt lord Palmerston et ses amis reconnurent que le moment était opportun pour prendre l'offensive et pour livrer au nouveau ministère une bataille rangée, dont l'issue ne pouvait être autre que de remettre entre des mains moins imprudentes et plus solides un pouvoir si étrangement compromis. Le dépit naturel de leur récente défaite et l'ambition naturelle à de vieux hommes d'État, soutenus par un grand parti, suffisent au besoin pour expliquer leur ardeur; mais nul n'a le droit

de croire qu'ils n'aient pas été guidés en outre par un sentiment plus élevé et plus désintéressé, et que le désir de préserver l'Inde anglaise d'un redoublement de dangers et de maux n'ait inspiré la plupart des chefs et surtout des soldats de l'armée opposante. Quoi qu'il en soit, le signal d'une campagne décisive dans les deux chambres fut donné. Le dimanche 9 mai lord Palmerston convoqua tous ses partisans à une réunion préparatoire à sa résidence de Cambridge-House. Son prédécesseur et son rival, chef toujours respecté du vieux parti réformiste, lord John Russell, brouillé avec lui depuis les négociations de Vienne, en 1855, et qui couvrait de sa neutralité le ministère Derby, promit son concours. Le jour de l'attaque fut fixé et officiellement annoncé au parlement ; les rôles des principaux assaillants soigneusement distribués et étudiés ; les chances de la victoire et de ses conséquences probables utilement exploitées. Tout annonçait une défaite certaine pour le gouvernement, lorsqu'un nouvel épisode vint changer la face des affaires.

Lord Ellenborough, averti par le soulèvement de l'opinion de la faute qu'il avait commise en faisant publier sa dépêche, eut la généreuse pensée de prendre sur lui seul la responsabilité et le châtiment de cette faute. Sans même en prévenir ses collègues, il envoya à la reine sa démission et il annonça à la Chambre des pairs (11 mai) le parti

qu'il avait pris, dans un langage trop noble pour n'être pas cité :

« J'ai voulu, dit-il, que ma dépêche fût publiée en même temps que la proclamation de lord Canning, parce que j'ai cru que c'était la seule réponse qu'il convenait de faire à cet acte et aux commentaires qu'il doit amener en Angleterre et dans l'Inde, le seul moyen de prouver que le gouvernement est décidé à suivre un système de clémence. Ma dépêche est un message de paix au peuple de l'Inde ; elle sera une consolation pour tous ceux qui tremblent aujourd'hui ; elle contraindra tous les fonctionnaires à agir dans l'esprit du gouvernement. C'est par amour de la paix publique que je l'ai écrite et que je l'ai publiée. J'aurais dû peut-être prendre l'avis de mes collègues sur cette publication ; je ne l'ai pas fait, et j'en suis seul responsable. J'ai dû consulter mes devoirs, non-seulement envers le ministère dont je fais partie, mais envers le peuple indien. J'ai consacré trente ans de ma vie à servir les intérêts bien entendus de ce peuple, et je n'ai pas voulu terminer ma carrière en les sacrifiant. Cette question sera diversement envisagée dans l'Inde et ici : ici, c'est une question de parti entre lord Derby et lord Palmerston ; là, c'est une question de principes entre la confiscation et la clémence. Le choix que va faire le parlement entre ces deux principes sèmera dans l'Inde les germes d'une guerre perpétuelle ou l'espérance d'une paix nécessaire. Mais, comme je sais que dans les causes les plus importantes il est impossible d'empêcher les questions personnelles de jouer un rôle excessif, j'ai résolu, en ce qui me touche, d'écarter toute considération individuelle, afin que le fond des choses soit seul en discussion. J'ai offert ma démission à Sa Majesté, et elle a été acceptée. »

Un sacrifice fait si spontanément et si dignement devait naturellement désarmer l'opinion. Mais les *whigs* (c'est ainsi que nous désignerons, pour abréger, les divers éléments qui se groupent autour de lord Palmerston et de lord John Russell) avaient trop bien combiné leur plan d'attaque pour y renoncer si facilement. L'occasion leur paraissait trop belle et trop difficile à retrouver, pour ne pas en profiter et pour ne pas tenter d'enlever la direction des affaires publiques à un cabinet déjà disloqué, et qui n'existait que par la tolérance d'une majorité dont il n'était pas le représentant naturel. Deux cents membres de la Chambre des communes, réunis de nouveau chez lord Palmerston, s'engagèrent à maintenir la proposition d'un vote de censure contre le ministère. Le combat annoncé s'engagea donc dans les deux chambres le 14 mai.

V

A la Chambre des pairs le vote de censure fut proposé par le comte de Shaftsbury, beau-fils de lord Palmerston, et connu depuis longtemps par son zèle pour les intérêts religieux et les œuvres charitables de l'Église anglicane. Jamais l'illustre assemblée n'avait paru si nombreuse et si animée; jamais plus grande affluence d'étrangers n'avait encombré cette imposante et magnifique enceinte;

jamais plus brillante couronne de *pairesses* n'avait occupé la galerie supérieure qui entoure la salle et d'où surgissent les statues des barons qui signèrent la grande Charte. La censure proposée par Shaftsbury était rédigée avec une prudente réserve. Elle n'impliquait en aucune façon l'approbation de la confiscation prononcée par lord Canning, et réservait le jugement de la Chambre jusqu'à ce qu'elle pût être informée des motifs de cet acte; mais elle improuvait formellement la publication prématurée de la dépêche de lord Ellenborough comme tendant à affaiblir l'autorité du gouverneur général et à encourager les rebelles. L'auteur de la proposition la développa avec modération; il fut appuyé, entre autres orateurs, par les ducs de Somerset, d'Argyll et de Newcastle. On aime à voir ces grands noms, qui remplissent l'histoire féodale, politique et militaire de l'Angleterre, retrouver et conserver leur place à la tête des intérêts d'un peuple complétement libre et d'une société si profondément transformée. Après eux, et selon l'usage anglais qui réserve aux chefs de parti ou d'administration le dernier mot dans le débat, la thèse de l'opposition fut résumée par lord Granville, président du conseil privé et *leader* (1) de la Chambre haute

(1) On donne ce nom de *leader*, ou conducteur des débats, au ministre qui est plus spécialement chargé de représenter le gouvernement dans chacune des deux chambres. Le premier ministre est naturellement le *lea-*

sous le ministère Palmerston, si bien fait pour remplir ce rôle par la bonne grâce de sa parole et la cordialité conciliante de son caractère. Tous ces orateurs, intérieurement avertis du tort que faisait à leur thèse la démission de lord Ellenborough, insistaient à l'envi sur le principe de la solidarité collective et absolue d'un cabinet, et prétendaient interdire à un ministère la faculté de s'affranchir, par le sacrifice d'un ou plusieurs de ses membres, de la responsabilité d'une faute commise et reconnue.

Un gouvernement, disaient-ils, doit être un, homogène et indivisible, et l'on ne saurait lui reconnaître la faculté de désigner dans son sein un bouc émissaire. J'étais frappé, en les entendant, du danger de ces théories abstraites, absolues et excessives, qui s'introduisent dans les discussions propres aux gouvernements libres, à l'aide d'un intérêt de parti ou de circonstance, et qu'on érige peu à peu en dogmes inviolables. Rien, à mon sens, ne saurait mieux contribuer à affaiblir et à discréditer le régime représentatif, déjà bien assez compliqué et assez difficile à maintenir en équilibre, comme le sont d'ailleurs tous les régimes propres aux sociétés qui tiennent à maintenir les

der de la Chambre à laquelle il appartient : dans l'autre ces fonctions sont déléguées au plus orateur des ministres qui y siégent. Sous lord Palmerston, qui n'est pas pair d'Angleterre, le comte Granville était *leader* de la Chambre haute; sous lord Derby, c'est M. Disraëli qui est *leader* de la Chambre des communes.

droits de l'intelligence. C'est aux détracteurs, et non aux partisans et aux metteurs en œuvre des institutions libres, qu'il faudrait laisser le soin de déduire d'une fausse logique ces chimériques embarras. Je comprenais et j'aimais bien mieux les témoignages de vive et affectueuse sollicitude que tous prodiguaient à l'honneur et à la bonne renommée de lord Canning. Il y avait quelque chose de touchant et de souverainement équitable dans cette préoccupation de l'absent, surtout quand il s'agissait d'un absent investi, à trois mille lieues de son pays, du soin de gouverner tant de millions d'âmes, d'un homme dont le courage, la sagesse et l'humanité avaient honoré la charge qu'il exerce, et qui est assurément la plus imposante qui puisse être confiée de nos jours, par un peuple libre, à des mains mortelles. Fils du grand orateur qui fut le premier ministre de Georges IV, le contemporain et le rival de notre Chateaubriand, il s'est montré digne de porter le nom de son père ; et l'on partageait instinctivement le sentiment qui animait ses amis lorsqu'ils disaient au gouvernement : « Vous avez le droit et le devoir de le rappeler s'il a mal fait, mais vous n'avez pas celui de le frapper dans son honneur et dans sa dignité avant qu'il ait pu s'expliquer devant un pays encore ému de reconnaissance pour ses services. »

Personne, parmi les orateurs ministériels, ne fit mine de contester les services rendus par lord

Canning; mais lord Ellenborough, dégagé désormais de toute crainte de compromettre ses collègues, posa de nouveau, avec son énergie et son éloquence habituelles, la question sur ses véritables bases. Si la publication de la dépêche était un tort, lui seul pouvait en être responsable, puisque ses collègues n'en avaient rien su, et, lui n'étant plus ministre, il n'y avait plus rien à dire et à faire sur ce point. Mais la dépêche en elle-même était utile et nécessaire.

« La confiscation prononcée contre les propriétaires de l'Oude n'est pas une simple menace : c'est un acte rétroactif qui frappe un peuple entier. On n'a rien vu de pareil en Angleterre depuis huit cents ans, depuis les temps de Guillaume le Conquérant. Mais, dit-on, nous avons eu la confiscation en Irlande ! oui vraiment : il y a des portions de cette île qui ont été trois fois confisquées, et quel en a été le résultat? Est-ce la paix? est-ce la prospérité? Tous les désastres de cette île n'ont-ils pas été précisément attribués par tous les esprits sérieux à la confiscation? Dans l'Hindoustan, qui a subi tant de conquêtes et de changements de dynasties, la propriété individuelle a toujours été respectée... On m'a reproché d'avoir moi-même confisqué le territoire des émirs du Scinde. Milords, j'ai frappé les princes de ce pays, parce qu'ils s'étaient rendus coupables de trahison envers la couronne d'Angleterre, parce qu'ils avaient attaqué le résident britannique aussitôt après la conclusion d'un traité; mais j'ai confirmé la propriété individuelle, et là est le secret de notre force et de la paix qui règne dans le Scinde. Pas un bras ne s'y est levé contre nous, depuis la bataille où a succombé le dernier des émirs. Deux

mois ont suffi pour réduire le pays; et, à l'heure qu'il est, il n'y a pas une contrée de l'Hindoustan qui reconnaisse plus docilement notre empire et qui nous fournisse des auxiliaires plus fidèles. Pourquoi ? parce que la propriété y a été respectée... En ceci, j'ai agi conformément à l'exemple et aux conseils de mon grand et noble ami, le défunt duc de Wellington. Son fils vient de me communiquer une lettre inédite écrite par lui, lorsqu'il commandait dans l'Inde, et où je trouve ces mots : « Je suis pour « l'amnistie à l'égard de tous les agents inférieurs... « Jamais nous ne réussirons dans ce pays si nous y en- « tretenons des rancunes éternelles contre tous les petits « agents compromis dans la lutte avec nous et nos al- « liés. » On nous dit qu'il faut attendre les justes explications de lord Canning : je réponds que lord Canning, qui savait bien que Lucknow allait être pris, aurait dû donner ses explications avant d'agir. Mais, milords, il y a des choses qui ne peuvent pas être justifiées. La confiscation est de celles-là. Elle est là devant vous, dans sa difforme nudité, que rien ne saurait ni voiler ni excuser. C'est la peine la plus cruelle qu'on puisse infliger à un pays... On dit que ma dépêche affaiblit l'autorité du gouverneur général. Oui, elle lui ôte une grande force pour le mal, mais elle lui en donne une plus grande encore pour le bien. Quand il la recevra, j'espère qu'il changera de conseillers. Je ne crois pas que cette proclamation soit l'œuvre de lord Canning : elle est trop contraire à tout ce que je sais de lui. Il a dû se laisser entraîner par ces gens qui n'ont rien appris et rien oublié, et qui croient qu'après cette terrible convulsion on pourra ne rien changer aux abus de l'autorité civile dans l'Inde. J'ai voulu enseigner une bonne fois à ces gens-là que la justice et le respect des droits populaires sont les principes fondamentaux que notre gouvernement veut imposer à tous

ses agents là-bas. On dit que j'encouragerai les rebelles dans leur résistance. C'est précisément le contraire de ce que j'ai voulu et de ce qui arrivera. Les vingt et un régiments de cipayes recrutés dans l'Oude, aujourd'hui dispersés, et tous les autres insurgés combattront à outrance, avec désespoir, et comme des gens qui ont la corde au cou, en présence de cette proclamation qui les dépouille de leurs foyers. J'ai voulu leur ôter cette corde, j'ai voulu leur rendre l'espoir, j'ai voulu leur offrir la chance de rentrer dans leurs villages et d'y retrouver leurs foyers intacts. C'est un message de paix et de clémence que j'ai jeté dans cette mer de feu... Il s'agit maintenant de savoir si vous voulez que la guerre de l'Inde soit éternelle. Si le parlement, par le vote qu'on lui propose, laisse supposer aux peuples de l'Inde que vous approuvez les principes de la proclamation et que vous désavouez les principes de ma dépêche, vous aurez dans l'Inde une guerre sociale. Or vous avez réussi dans toutes vos guerres politiques, mais je ne crains pas de vous déclarer que dans une guerre sociale vous finirez par être vaincus. »

Le comte de Derby, premier ministre, en rendant hommage au caractère et aux services de lord Canning, et en constatant que le gouvernement était étranger à la publicité qu'avait prématurément reçue la dépêche de lord Ellenborough, n'en fut pas moins aussi explicite que possible dans son adhésion aux doctrines de celui-ci sur la confiscation et sur le système qu'il convient de suivre à l'égard des populations indiennes. « La question « est posée, dit-il, entre l'indulgence et la confis-

« cation, à l'égard d'un pays où tout propriétaire « foncier est soldat, et où tout soldat est propriétaire. Nous sommes pour l'indulgence; si vous « nous condamnez, l'Angleterre n'aura pas assez « de troupes pour rendre la sécurité à la domination anglaise dans l'Inde. » Dans le discours du noble comte, qui aime, comme l'on sait, à employer contre ses adversaires des arguments personnels et sarcastiques, on remarque un trait de mœurs bien anglaises. Il crut pouvoir reprocher au *religieux* lord Shaftsbury de s'être rendu l'organe d'une réunion parlementaire, tenue chez son beau-père, le dimanche précédent, et qui n'avait pas été, selon lord Derby, « exclusivement consacrée à des occupations religieuses. » Lord Shaftsbury se sentit tellement atteint par ce reproche, qu'il se crut obligé de faire insérer dans les journaux un compte rendu exact de l'emploi qu'il avait fait de sa journée du dimanche, pendant laquelle la fréquence de ses occupations liturgiques ne laissait pas la moindre place pour une récréation aussi profane que celle dont on le croyait coupable.

A deux heures du matin la chambre alla aux voix. Jusqu'au dernier instant, le résultat de la délibération sembla douteux; mais, après avoir recueilli les votes, non-seulement de tous les pairs présents, mais encore des absents qui, par un respect singulier pour le droit individuel, ont le

privilége de voter par procuration (1), on sut que la censure proposée contre le ministère avait été rejetée par 167 voix contre 158.

Cette faible majorité de neuf voix dans une assemblée où le parti conservateur, dont lord Derby est le chef reconnu, a toujours été prépondérant, indiquait assez l'extrême danger que courait son administration; une victoire si difficilement obtenue dans la Chambre où il se croyait sûr de la majorité, annonçait une défaite presque certaine dans celle dont les deux cinquièmes au plus le reconnaissaient pour chef. Loin d'être découragé par l'issue de ce premier engagement, l'armée de lord Palmerston ne pouvait y voir qu'un signe avant-coureur du succès dont elle escomptait déjà les résultats. Les calculs les plus soigneusement étudiés sur l'issue du débat faisaient varier de cinquante à quatre-vingts voix le chiffre de la majorité qui, d'après les antécédents ou les prédictions supposées des divers membres de la Chambre des communes, devait à la fois réhabiliter l'autorité compromise de lord Canning et venger la défaite récente de lord Palmerston, en renouvelant contre ses successeurs le vote de censure auquel il avait lui-même succombé trois mois auparavant. Avant huit jours, disaient avec une confiance entière les journaux de l'ancien ministère, énergiquement

(1) Cette procuration (*proxy*) ne peut être confiée qu'à un pair présent à la discussion, qui en use à son gré.

secondés par les attaques passionnées du *Times*, avant huit jours le ministère Derby aura cessé d'exister. Toutefois on perdait trop de vue, dans ces calculs hypothétiques, les dispositions éventuelles du nouveau parti qui, sous le nom de libéral *indépendant*, s'était graduellement dégagé du sein de l'ancien parti whig et réformiste, trop docilement inféodé à l'ascendant de lord Palmerston. De ce parti se rapprochaient de plus en plus, non-seulement les esprits flottants et méticuleux que toute assemblée compte dans son sein, mais encore une fraction éminente des anciens disciples et collègues de sir Robert Peel, et une bonne moitié des députés catholiques de l'Irlande, justement irrités de l'insouciance et de l'hostilité des grands chefs whigs pour les intérêts de leur pays et de leur religion. Ces fractions excentriques s'agitaient et se combinaient, de leur côté, en vue de ce conflit décisif; et leurs journaux donnaient suffisamment à entendre que leur concours n'était pas assuré sans retour aux plans de l'opposition.

Au reste, dans ces agitations préliminaires comme dans les délibérations officielles, tout se passe au grand jour, avec une franchise et un abandon que rien n'altère; on voit qu'il s'agit non de complots ou d'intrigues, mais de luttes loyales et légitimes auxquelles le public tout entier doit à la fois assister et participer. Ce n'est pas seulement un noyau d'hommes politiques, c'est la nation

entière que ces luttes divisent et animent; le parlement comme la presse, le grand monde et le gros public, les spectateurs comme les acteurs, y sont simultanément entraînés et s'y intéressent également. La vie politique circule partout; partout éclate le sentiment d'une grande communauté d'hommes libres et éclairés, qui délibèrent directement ou indirectement sur les intérêts les plus dignes de les préoccuper, qui n'imaginent pas qu'on puisse faire leurs affaires mieux qu'ils ne sauraient les faire eux-mêmes, et n'entendent nullement qu'on se charge de gouverner pour eux, chez eux et sans eux. Mais, si ces questions passionnent tout le monde, elles n'aigrissent personne. En cette circonstance, comme ailleurs, j'ai pu constater à satiété combien la courtoisie réciproque des partis et des individus survit et résiste aux aspérités de la politique. D'abord on se communique loyalement ses intentions et ses plans d'attaque, et jusqu'aux pièces qui doivent servir de base ou de prétexte à la discussion; toute tactique qui reposerait sur des coups de main à la dérobée ou sur des batteries masquées serait déjouée par le soulèvement unanime de toutes les opinions. De plus, les adversaires les plus déclarés, les rivaux les plus acharnés, se font un point d'honneur de ne pas prolonger et transporter dans la vie sociale et privée les hostilités de la vie publique. On se dit souvent les choses les plus désagréables et les plus

personnelles à travers le parquet de la Chambre des pairs ou de la Chambre des communes, on s'accuse avec exagération, on se persifle à outrance ; puis le soir on se rencontre dans les mêmes salons, on va dîner les uns chez les autres. Enfin on tient par-dessus tout à rester gens comme il faut, gens du monde et du même monde, et à ne pas envenimer l'existence entière par l'animosité d'un conflit éphémère. Il n'en était pas ainsi en France, on s'en souvient, quand la vie publique régnait et agitait nos esprits. A quoi peut tenir cette différence? Sans doute à ce que, au fond, tout le monde est d'accord en Angleterre, non-seulement sur les questions fondamentales de la constitution et de l'organisation sociale, mais encore sur les conditions et les conséquences de la lutte quotidienne. On y combat avec ardeur et passion ; mais le prix et l'issue du combat ne changeront rien au sol sur lequel on combat, ni aux conquêtes heureusement et définitivement acquises pour tout le monde. On s'y dispute la possession temporaire du pouvoir, on y poursuit avec chaleur le triomphe d'une question, d'une opinion ; mais nul n'y songe à imposer bon gré, mal gré, cette opinion à ses adversaires ou même à ses voisins, sauf à les exiler de la vie publique et à les refouler dans le néant, s'ils ont la témérité de ne pas se laisser convaincre ou intimider.

La proposition de censure faite à la Chambre des communes avait été rédigée avec la même prudence

qu'à la Chambre des pairs; ce n'était pas une approbation décernée à la proclamation de lord Canning, mais un blâme direct et formel contre le jugement énoncé par le gouvernement sur cet acte. Elle avait pour auteur M. Cardwell, l'un des membres les plus distingués du parti peelite, ami fidèle et dévoué de lord Canning, homme universellement considéré, que sa position et ses antécédents ne permettaient pas de regarder comme soumis à l'influence prépondérante de lord Palmerston ou comme capable de sacrifier un intérêt moral et national à l'esprit de parti. — Le premier jour de la discussion (14 mai) n'offrit de remarquable que le début brillant d'un orateur du gouvernement, sir Hugh Cairns, avocat général (1), l'un de ces hommes nouveaux et libéraux dont lord Derby a eu l'esprit de renforcer son ministère. Il s'attacha à démontrer que, la discussion une fois ouverte, il était impossible de s'abstenir, comme le voulait l'opposition, de juger la mesure prise par lord Canning. Si cette mesure était sage et juste, comment se faisait-il que l'opposition refusât de l'approuver; et, si elle ne l'était pas, comment faire un crime au pouvoir de l'avoir blâmée? Mais, quand on n'a pas le courage d'approuver la confis-

(1) *Solicitor general :* c'est un des deux seuls fonctionnaires qui remplissent l'office du ministère public pour toute l'Angleterre, et qui sont si souvent désignés sous le titre d'*officiers légaux de la couronne.*

cation, il faut au moins s'abstenir de blâmer ceux qui la condamnent. Le gouvernement a, lui du moins, une conviction arrêtée, et il l'exprime hautement : ses adversaires n'en ont point et n'osent pas la formuler. Devenant alors agresseur à son tour, il reproche vivement à M. Vernon Smith, ministre de l'Inde sous lord Palmerston et prédécesseur de lord Ellenborough, de n'avoir pas communiqué à celui-ci une lettre particulière que lord Canning lui avait adressée, le croyant encore au ministère où il lui annonçait l'intention de publier sa fameuse proclamation. Un usage constant et naturel veut que les ministres sortants communiquent sans réserve à leurs successeurs tous les documents relatifs à leurs fonctions qui peuvent leur venir entre les mains depuis leur remplacement. Lord Clarendon venait tout récemment d'en user ainsi à l'égard de lord Malmesbury. En dérogeant à cet usage, M. Vernon Smith avait vivement blessé le sentiment public, et provoqué de nombreuses récriminations au sein de la Chambre et au dehors; et, bien que la lettre elle-même ne contînt réellement rien d'important, l'accueil malveillant et dérisoire fait aux explications qu'il lui fallut plusieurs fois renouveler sur cet incident dut être, pour les observateurs attentifs, le premier symptôme de l'ébranlement de la majorité et de l'incertitude du résultat si résolûment annoncé. Mais ce fut aussi dès cette première séance que lord John Russell vint ren-

forcer l'opposition de son important suffrage, en appuyant le projet de censure, en insistant sur la solidarité du ministère avec la conduite tenue par lord Ellenborough, sur le danger que cette conduite devait faire courir à la sécurité des possessions britanniques dans l'Inde, enfin sur la force morale qui résulterait pour ses adversaires du blâme déversé sur l'annexation du royaume d'Oude. Fortifiée par une adhésion si désirée au sein de la Chambre, et assurée au dehors du concours plus efficace encore de l'immense publicité du *Times*, la double cause de lord Canning et de lord Palmerston conservait encore toutes les chances d'un succès prochain et complet.

Cependant, à la séance suivante (17 mai), un homme qui siége à côté de lord John Russell se leva pour le combattre : en sa personne la fraction des *libéraux indépendants* allait faire son apparition dans le débat. C'était M. Roebuck, l'un des orateurs les plus hardis, les plus écoutés et les plus populairement éloquents de l'Angleterre. C'était lui qui avait porté les plus rudes coups à la politique étrangère de lord Palmerston triomphant, et il venait encore aujourd'hui essayer de déjouer sa tactique et de contre-carrer ses plans. M. Roebuck a trop souvent le tort de compromettre le succès de ses idées et l'autorité de sa parole en énonçant des opinions en elles-mêmes excessives, et, de plus, formulées avec une roideur et une exagération qui

ajoute à l'éloignement qu'elles inspirent. Il n'eut garde de faillir à cette fâcheuse habitude dans cette mémorable discussion. En faisant allusion au projet de loi dont la Chambre était déjà saisie, qui avait pour objet d'enlever à la Compagnie des Indes le gouvernement de l'Hindoustan et de le transférer à la couronne, il crut pouvoir dire que la couronne n'était qu'une chimère et signifiait en réalité la Chambre des communes, attendu que tout le pouvoir attribué à la couronne était virtuellement exercé par la Chambre.

Doctrine à la fois imprudente et inexacte, car il est dangereux de condenser ainsi sous forme de maximes absolues les conséquences graduelles et mitigées du développement de la liberté; et, si la prépondérance déjà séculaire de la Chambre des communes est incontestable, il n'en est pas moins faux que la force de résistance de la pairie soit anéantie, et que la couronne n'ait pas conservé un immense prestige et une autorité d'autant plus forte, qu'elle est réservée pour les grandes occasions et les décisions solennelles.

Mais, dans ce discours aussi, M. Roebuck s'éleva très-haut, et bien au-dessus des vulgaires préoccupations d'une politique personnelle ou nationale; nul n'avait encore abordé la question avec tant de franchise, nul n'avait encore signalé aussi nettement l'importance de cette question, le caractère sacré des principes qu'elle implique,

et le danger de les subordonner à des intérêts de parti.

« On se rappelle, dit-il, ce magnifique résumé de l'œuvre historique de Gibbon où il trace le tableau de la grandeur romaine, et où il constate que les cent vingt millions d'Italiens et de provinciaux conquis par Rome formaient la plus vaste réunion d'hommes qui aient jamais obéi à une seule et même domination. Notre empire des Indes est plus vaste encore : il compte près de deux cents millions de sujets ; et c'est à nous de décider aujourd'hui si cet immense empire sera gouverné selon les principes de l'honneur et de la vertu, ou dans le seul but d'accroître la puissance anglaise. *Je suis Anglais; mais il y a des choses pour moi plus sacrées et plus grandes que la grandeur de l'Angleterre, et parmi ces choses, je place le progrès du genre humain dans l'enseignement et dans la pratique de la vertu et de l'honneur...* On veut que nous subordonnions le bonheur de deux cents millions d'hommes à une manœuvre de parti : je ne veux pas m'y prêter. Je veux envisager l'intérêt de tous ces millions de mes semblables en dehors de la question ministérielle... Nous sommes entrés dans l'Inde en qualité de simples commerçants ; nous avons peu à peu conquis toute cette vaste région, mais nous ne l'avons pu faire sans sacrifier trop souvent les principes de la justice. Nous avons été rapaces, nous avons été cruels, nous avons été injustes... Ce sont là des vérités désagréables à dire et à entendre, mais ce sont des vérités. Nous avons un très-grand intérêt à régner sur l'Inde ; nous avons un intérêt plus grand encore au règne de la justice et de la vérité. Il y a un moyen de légitimer notre empire, et il n'y en a qu'un : c'est de travailler au bonheur du peuple que nous dominons, et la première condition de ce bonheur, c'est l'indulgence et la clémence. »

Disons à l'honneur de l'assemblée qui écoutait ces paroles, prononcées avec émotion et effort par un orateur visiblement souffrant, que chacune des phrases qu'on vient de lire fut interrompue par d'énergiques applaudissements, et que pas un murmure ne vint trahir les susceptibilités d'un patriotisme inquiet ou blessé.

Après avoir établi et confirmé la distinction, déjà énoncée par lord Ellenborough, entre la rébellion des cipayes et la guerre faite par les habitants de l'Oude, il s'étend sur la folie et le crime de la confiscation, et résume ainsi son opinion :

« On reproche à lord Ellenborough d'avoir fait une réponse quelconque à la proclamation de lord Canning ; puis d'avoir fait une réponse telle qu'il ne fallait pas la faire; et enfin d'avoir publié cette réponse. Je soutiens, quant à moi, qu'il était tenu de répondre, que sa réponse était la bonne, et que c'est sur nous, et non sur lui, que retombe la responsabilité de la publication. C'est ici qu'on a interpellé le gouvernement sur cette proclamation, et, une fois l'interpellation faite, il fallait que la réponse fût connue. Et on a bien fait de la vouloir connaître. C'est le propre de notre gouvernement de faire savoir au public ce qui se passe, et il ne le fait pas encore assez. Il vaudrait mieux qu'il sût jour par jour ce que fait le gouvernement. Au lieu de cela, on nous mène en aveugles dans toute sorte de fautes. La guerre vient nous surprendre, et l'on nous dit qu'il ne faut pas compromettre le pays par notre curiosité. Puis vient la paix, et l'on nous dit que nous nous y prenons trop tard. Quand il nous importerait beaucoup de tout savoir, on

nous arrête au nom de l'intérêt public, et l'on ne nous dit tout que quand il ne sert plus à rien de tout savoir. Vous voulez pacifier l'Inde : vous n'y réussirez que par le système indiqué dans la dépêche de lord Ellenborough. Cette dépêche mériterait d'être imprimée en lettres d'or, car c'est l'acte et la parole d'un honnête homme. Je connais bien peu l'Angleterre, si tôt ou tard elle n'est pas de cet avis. Quant à la question de parti, pourquoi donc irions-nous rétablir au pouvoir un ministère que nous avons tout récemment cassé, parce que l'honneur de l'Angleterre avait périclité entre ses mains? Le peuple anglais n'a rien de bon à attendre de la part de ceux-là. Les progrès et les réformes libérales, que nous souhaitons pour le bien-être des masses, seront bien plus facilement obtenus du gouvernement faible et dépendant qui siége au banc des ministres que de ces hommes arrogants et forts qui siégent là-bas ! »

Et du doigt il désignait, au milieu des applaudissements, le banc où siégeait impassible et serein, lord Palmerston entouré de ses anciens collègues au pouvoir.

Plusieurs de ceux-ci, et spécialement l'ancien ministre des finances, sir Cornwall Lewis, et l'ancien ministre de la marine, sir Charles Wood, s'efforcèrent, non sans talent, de replacer la question sur le terrain plus restreint d'où l'âpre franchise de M. Roebuck l'avait éloigné. Mais avec la meilleure volonté d'être impartial, je ne trouve rien à citer dans leurs discours : comme tous les avocats du vote de censure, ils insistaient sur la situation faite à lord Canning et sur l'ingratitude

déployée envers un homme qui avait sauvé et honoré la domination anglaise dans l'Inde. Moins réservés que la proposition elle-même, ils se laissaient aller à défendre la proclamation, en tant que, selon eux, la confiscation qu'elle prononçait devait s'appliquer non à la masse de la population rurale, mais à des seigneurs rebelles que la violence et l'usurpation avaient seules mis en possession de leurs fiefs (1). Les orateurs ministériels soutenaient au contraire que, outre ces grands *talookdars* et *zemindars* qui représentaient l'aristocratie territoriale, il y avait dans l'Oude une foule de petits propriétaires fonciers, maniant alternativement la charrue et l'épée, et qui seraient évidemment atteints en même temps que les grands feudataires par la réunion de tout droit de propriété au domaine de l'État.

Il faut avouer que ces renseignements contradictoires, mais si importants, furent moins écoutés

(1) Un état cité dans le cours de la discussion constate dans le royaume d'Oude l'existence de 246 forteresses féodales, garnies de 476 pièces de canon et appartenant aux talookdars menacés de confiscation. On voit que la féodalité, comme institution propre et naturelle aux races indo-germaniques, existe, au XIXe siècle, sur les bords du Gange sous la même forme qu'elle affectait encore au XVIe siècle sur les bords du Rhin. Rien ne m'a d'ailleurs plus surpris, pendant tout ce débat, que l'absence chez tous les orateurs de notions précises et universellement acceptées sur la nature de la propriété foncière dans l'Hindoustan.

que les excentricités du jeune sir Robert Peel, qui, depuis qu'il est entré dans la vie publique, a usé du grand nom qu'il porte pour s'arroger le privilége de dire des vérités désagréables à tout le monde avec une verve et un sans-gêne dont on se défend difficilement. Cette fois-ci cependant, l'invective violente qu'il adressa à lord Palmerston, dont il avait longtemps été le subordonné dans la carrière diplomatique et dans l'administration, fit moins de tort à son illustre adversaire qu'à lui-même; mais il eut plus de succès quand il indiqua sans détour aux antagonistes du ministère un danger qui commençait à poindre à l'horizon. Ce danger, c'était la dissolution de la Chambre des communes, mesure extrême sans doute, après une dissolution si récente encore (1), mais que le comte de Derby avait le droit de proposer à la reine, afin de mettre le pays à même de juger entre sa politique et la majorité hostile du parlement. Sir Robert Peel exprimait là une appréhension de plus en plus fondée : et il annonça nettement, au nom du libéralisme avancé qu'il professe, l'espoir et la certitude de voir les électeurs libéraux donner raison aux grands principes de justice et d'humanité pro-

(1) On se rappelle que la Chambre avait été dissoute par lord Palmerston en 1857, après un vote de la majorité hostile à la guerre de Chine. Les nouvelles élections avaient produit une majorité tout à fait favorable à la politique étrangère de lord Palmerston.

clamés dans la dépêche de lord Ellenborough, plutôt qu'aux manœuvres d'un parti qui sacrifiait ces principes à la fiévreuse impatience de remonter au pouvoir.

VI

Cependant, au milieu de ces débats qui préoccupent à un si haut point l'attention de toute l'Angleterre, qui sollicitent l'intervention de toutes les notabilités nationales, et qui révèlent une situation de plus en plus incertaine pour les anciens et les nouveaux partis entre lesquels se partage le gouvernement du pays, il se produit un intermède qui peint trop bien le caractère britannique pour ne pas trouver place dans ce récit.

A l'ouverture de la séance du 18 mai, un adhérent de lord Palmerston, le capitaine Vivian, propose à la Chambre de ne pas tenir séance le lendemain. Il compte sur l'appui de tout le parti ministériel et conservateur pour sa proposition, et il suppose que M. Disraëli, chancelier de l'Echiquier et *leader* des communes, qui a tant de fois tiré de son carquois les traits acérés de son éloquence contre ses adversaires politiques, aura le vif désir d'assister aux exploits d'un autre *archer* sur un autre théâtre.

Que peut signifier cette étrange interruption?

Elle signifie que le lendemain ont lieu les courses d'Epsom, que ces courses ont pour objet principal le grand prix annuel qui s'appelle (on ne sait trop pourquoi) le *Derby;* que lord Derby, qui est à la fois le premier ministre, le premier orateur et le premier *sportsman* de l'Angleterre, est un des concurrents pour ce prix; et que le cheval sur lequel il compte pour le gagner a pour nom *Toxophylite* (ce qui signifie *archer* en anglo-grec), et qu'enfin cette course est l'objet d'un intérêt populaire et, on peut le dire, national, auquel les classes supérieures et inférieures, politiques et industrielles, prennent part avec cette anxiété universelle et passionnée dont les anciens Grecs, les Romains et les modernes Espagnols ont donné l'exemple pour des spectacles analogues et moins innocents. Ce sont les jeux olympiques de l'Angleterre, a dit un jour lord Palmerston; et c'est la définition la plus exacte qu'on en puisse donner.

La Chambre adopte à l'unanimité la proposition du capitaine, et s'ébranle pour se rendre en masse sur le plateau d'Epsom. Les discours préparés sont remis en poche ; l'éloquence est suspendue au croc à côté de l'esprit de parti. Tout le monde se décide à oublier pour un jour l'Inde et l'Angleterre. Il ne s'agit plus de savoir si l'Inde sera gouvernée par la confiscation ou par la conciliation, si l'Angleterre gardera ou non lord Derby pour premier ministre, mais bien si le cheval de lord Derby gagnera le prix

qui porte son nom et auquel tout le pays s'intéresse.

Puisque la Chambre souveraine donne ainsi congé pour un jour aux affaires sérieuses, faisons comme elle; suivons-la à Epsom, et adjoignons-nous à un groupe de membres du parlement bien résolus à voter les uns contre les autres dès le lendemain, mais plus résolus encore à s'amuser ensemble pendant cette veille joyeuse de l'engagement final.

On a bien raison de dire que qui n'a pas vu le *Derby-day* n'a pas vu l'Angleterre; et c'est pourquoi on a beaucoup moins raison de répéter sans cesse que l'Anglais ne sait pas s'amuser, et s'amuser avec entrain en même temps qu'avec ordre et décence. Quiconque a vu les deux ou trois cent mille habitants de Londres et des environs réunis, par un beau soleil de printemps, sur les pentes verdoyantes des coteaux d'Epsom, quiconque a erré parmi ces équipages de toutes les catégories possibles, parmi ces hangars, ces orchestres, ces théâtres en plein vent, ces tentes aux banderoles flottantes, cet océan de bipèdes et de quadrupèdes, en revient bien convaincu de deux choses généralement peu admises, d'abord de la gaieté honnête et expansive de la très-grande majorité de cette foule nombreuse; puis de la grande égalité qui rapproche, au moins en ce jour, les conditions les plus diverses de la société. Les princes du sang et

les pairs de la plus ancienne noblesse s'y coudoient avec les palefreniers et les bohémiennes, et se mêlent même aux jeux populaires qui remplissent les intervalles fastidieux d'une course à l'autre. On ne voit nulle part, même chez nous, une confusion des rangs plus prononcée. Nulle part aussi une gaieté, une bonne humeur et une décence plus semblables à celles qui distinguent si honorablement nos masses populaires, lorsqu'elles se livrent à leurs amusements périodiques et officiels. Au milieu de cette foule joyeuse, mais animée, on pourrait se croire en France. Mais cette illusion disparaît dès qu'on se rappelle l'absence de tout programme officiel, de toute intervention de l'autorité. C'est l'industrie privée qui a tout fait, tout annoncé, tout prévu, tout réglé; ce sont des souscriptions spontanées qui font face à toutes les dépenses. A peine une poignée d'hommes de police, sans armes, et comme perdus au milieu de la foule, rappelle-t-elle les précautions prises contre un désordre éventuel. A ces traits nous reconnaissons aussitôt l'Angleterre.

Pendant le trajet à Epsom, comme pendant les jours précédents, toutes les conversations roulent sur la coïncidence bizarre qui se présente entre la destinée politique de lord Derby et sa fortune de coureur. Comme la veille, au parlement, son nom est dans toutes les bouches, et, dans l'issue de la course qui va s'engager, on se plaît à chercher un

présage de sa victoire ou de sa défaite dans le vote du lendemain. Une opinion assez généralement accréditée permettait d'attribuer au noble comte une sollicitude plus passionnée pour le succès de son cheval que pour celui de son parti. On lui supposait assez peu de goût pour les soucis et les fatigues de cette primauté ministérielle qui, déjà une fois exercée par lui, avait semblé lui inspirer peu de regrets, et ne pouvait guère ajouter de charme ou d'éclat à sa haute et inébranlable situation de grand seigneur et de grand orateur. Chef d'une de ces très-rares familles de l'aristocratie anglaise qui datent du temps des Plantagenets, quatorzième comte et pair de son nom, chancelier de l'université d'Oxford, placé par l'heureuse rencontre du rang et du talent parmi cette poignée d'hommes hors ligne dont nul n'ignore le nom ni ne conteste le mérite, il ne lui reste aucune distinction sociale à acquérir, pas même le cordon bleu de la Jarretière. Mais le cordon bleu du *turf* (car c'est ainsi que l'on désigne le prix qui porte son nom aux courses d'Epsom), voilà ce qui paraît à tous, et à lui surtout, l'objet légitime et naturel de son ambition. Le gagnera-t-il, oui ou non? C'est là la question dont la solution occupe tous les esprits, et attire, au milieu de la foule, toutes les notabilités de la politique et de la diplomatie, entre autres, M. le maréchal Pélissier, qui représente si noblement notre pays et notre armée, et jouit auprès de

nos voisins d'une si grande et si juste popularité.

Entrons à leur suite dans le *paddock*, c'est-à-dire dans l'enceinte réservée où l'on exhibe, avant le départ, les chevaux engagés. L'attention se laisse un instant distraire par tel ou tel coursier; mais c'est surtout lord Derby et le cheval qui porte sa fortune que cherchent tous les regards. Le voilà! Qui? l'homme ou le cheval? Ils y sont tous les deux; mais à peine le cheval a-t-il paru, que l'homme est oublié. On promène le célèbre animal à pas lents comme pour étaler en détail tous les avantages qui doivent assurer la victoire à lui, à son maître, et à l'innombrable armée de parieurs qui ont risqué leur avoir sur sa tête. Un groupe nombreux d'hommes politiques, mêlés à des connaisseurs d'un autre ordre, suit avec une gravité comique et une sorte d'attention religieuse tous les mouvements de la bête. J'eus la satisfaction d'y reconnaître l'un des plus ardents défenseurs de l'Église et de l'État, un anglican de la vieille roche, celui-là même qui devait quelque temps après me faire l'honneur de me signaler à la Chambre des communes comme ne plaidant la cause de la liberté civile et religieuse que dans le but unique de réduire l'Angleterre et la France sous la domination des jésuites (1). Il semblait avoir complétement

(1) Discours de M. Newdegate à la séance du 21 juillet 1858.

oublié les dangers de l'Église établie et les progrès formidables du papisme, tant il était absorbé dans la contemplation des allures de *Toxophylite*.

Cependant, après quelques intermèdes insignifiants, la course décisive s'engage : vingt-quatre chevaux partent à la fois. Comment peindre l'anxiété dévorante, les flots tumultueux, les soubresauts, les bruissements divers de ces cent mille individus dont les yeux et le cœur se concentrent sur un seul objet. L'étranger désintéressé se rappelle involontairement son Virgile, et les vers immortels du cinquième chant de l'*Énéide*, qui ont familiarisé tous les gens bien élevés et tous les esprits cultivés avec tant de détails insignifiants à jamais ennoblis par la muse épique. La course, qui dévore un espace de trois quarts de lieue, dure moins de trois minutes. Il y a un moment où, grâce à un pli de terrain, tous les chevaux disparaissent aux yeux des spectateurs : quand ils reparaissent, les chances diverses des concurrents commencent à se prononcer. Encore un instant d'anxiété dévorante : cent mille têtes se tournent vers le poteau qui indique le but. Le sort est prononcé. Ce n'est pas lord Derby qui a vaincu. Son fameux cheval n'est arrivé que second. Le *cordon bleu* lui échappe : le prix échoit au cheval d'un baronnet inconnu qui réalise de ce seul coup quelque chose comme un million de bénéfice.

Dans cet échec imprévu du premier ministre à

Epsom, tout le monde voit le pronostic de la chute politique qui l'attend à Westminster. Mais amis et adversaires semblent oublier ce fâcheux présage dans l'excitation fébrile qui préside au retour de la foule vers Londres. Tout le monde veut partir et revenir à la fois : tous les cavaliers, tous les attelages, grands et petits, publics ou particuliers, s'engagent ventre à terre dans deux ou trois allées qui aboutissent à une seule route : tous se précipitent vers la grande ville. Impossible de comprendre comment un effroyable désordre et des accidents sans nombre ne viennent pas changer en catastrophe cette cohue confuse et effrénée, d'autant plus qu'on n'aperçoit que de loin quelques *policemen*, toujours désarmés, qui, par un signe de la main, rétablissent l'ordre du défilé, en attendant qu'il s'embrouille et s'enchevêtre de nouveau. Je souriais en songeant au contraste de ces précautions modestes, mais suffisantes, avec les charges furieuses que l'on voyait exécuter par nos gardes municipaux, casque en tête et l'épée au poing, sur les trois ou quatre fiacres assez osés pour rompre la file, lors des réceptions ministérielles, dans ces temps fabuleux où la gent parlementaire allait à pied voir les ministres que nous aimions ou que nous combattions. Cependant il n'arrive aucune péripétie funeste; chacun arrive, on ne sait comment, mais à bon port. Les trois cent mille spectateurs se dispersent et rentrent dans leur foyer sans qu'on en-

tende parler d'une rixe ou d'un accident. A peine a-t-on franchi la contrée pittoresque et accidentée des environs d'Epsom, qu'on traverse une interminable série de villes suburbaines, toutes verdoyantes et festoyantes, qui forment les faubourgs de la grande cité, et où éclate plus que partout ailleurs la prospérité matérielle du pays, où des maisons moins sombres et moins monotones que celles de la ville sortent parées et pomponnées d'un lit de fleurs ou de grands arbres, où les balcons, les fenêtres, les grilles, les trottoirs, sont garnis à s'étouffer d'une foule innombrable et joyeuse, remarquable par la beauté assez générale des femmes et des enfants, et par l'air de contentement et de sympathie répandu sur toutes les figures. C'est un spectacle unique au monde que ce fleuve vivant dont on fend au galop les flots pressés et bruyants. Il change quelque peu de nature à mesure qu'on approche de Londres, et qu'une population plus dense, mais aussi d'un aspect plus sombre et plus hâve, révèle la présence des masses ouvrières; mais il laisse dans l'âme l'ineffaçable souvenir d'une vraie fête populaire, issue de l'impulsion spontanée de ses acteurs, et ennoblie par la mâle intelligence d'un peuple qui sait non-seulement se gouverner, mais encore s'amuser tout seul. On sait le mauvais jeu de mots de Louis XV à l'un de ses courtisans philosophes. « Duc de Lauraguais, qu'avez-vous donc été faire en Angleterre? — Apprendre à penser,

Sire! — Quoi? panser les chevaux? — L'un et l'autre, Sire, » aurait pu répondre lord Derby, si tant est que l'on puisse se figurer un lord Derby en France et à la cour d'un monarque absolu.

VII

Au lendemain de ce jour de fête, tous les esprits étaient rendus à la préoccupation de la veille, et replongés dans la grande lutte dont l'issue devait exercer une si vitale influence sur les destinées de l'Angleterre et de l'Inde, sur l'avenir de ces deux cents millions d'âmes dont M. Roebuck avait si noblement parlé. Ce n'était pas seulement dans le parlement, ni dans le grand monde, ni dans les cercles exclusivement politiques, que cette ardente curiosité s'attachait à deviner les résultats de la discussion. Le pays entier, représenté par tout ce qu'il renferme d'hommes intelligents et instruits, suivait avec une fiévreuse anxiété les diverses péripéties du conflit, et s'identifiait avec ses moindres incidents, grâce au puissant et utile concours de la presse qui fait pénétrer jusque dans les moindres hameaux la reproduction détaillée et parfaitement fidèle des débats parlementaires. Elle fait plus encore; elle les accompagne de commentaires qui résument et renouvellent ces débats, en y ajoutant

des arguments souvent plus concluants et plus originaux que ceux mêmes des orateurs. C'est ainsi qu'elle éveille la conscience du pays; qu'elle provoque et exerce l'intervention de tous dans les affaires de tous, et qu'elle constate, en la régularisant, l'action directe du pays sur ses représentants et ses chefs. Que d'esprit et de science, que d'ironie et de passion, que de talent et de vie, n'a-t-on pas dépensé, pendant ces quinze jours, dans les vastes colonnes des journaux anglais! J'en étais, pour ma part, tout ébahi, tant j'avais déjà perdu l'habitude de ce feu roulant et alternatif de la discussion quotidienne, que nous avons connue naguère et pratiquée peut-être avec excès, mais qui est devenue impossible entre des organes dont quelques-uns seulement ont le droit de tout dire, et sont toujours conduits, plus ou moins involontairement, à attirer leurs adversaires sur un terrain où les attend le bâillon officiel.

Tandis que le *Daily News*, le *Star* et les autres journaux indépendants ou radicaux manifestaient une sympathie de plus en plus vive pour le maintien de la politique nouvelle, la formidable artillerie du *Times* continuait à tonner contre le ministère et contre la fameuse dépêche. Sur ses flancs, les petites feuilles, spécialement vouées à la cause de lord Palmerston, redoublaient de zèle et de vigueur pour soutenir l'ardeur de ses adhérents dans la Chambre comme dans le public. Ils annonçaient

toujours, avec la même confiance, la défaite certaine du gouvernement, et se promettaient une majorité tellement considérable, tellement significative, qu'elle rendrait inutile et insensé tout projet de dissolution.

Cependant quelques symptômes de dislocation se manifestaient déjà au sein de cette majorité sur laquelle on comptait si bien. Ses chefs, en parcourant les rangs de leur phalange, pouvaient déjà remarquer le silence expressif de quelques-uns, les hésitations croissantes de plusieurs. La discussion avait évidemment ébranlé, si ce n'est transformé, bien des convictions arrêtées d'avance. Tout son éclat, toute sa force avait été du côté des adversaires du projet de censure. Ses partisans ne s'étaient guère élevés au-dessus des combinaisons et des récriminations de l'esprit de parti. Le résultat fut bien plus visible encore dans la séance du 20 mai. M. Bright, qui dispute à M. Gladstone la palme de l'éloquence et l'attention de la Chambre, apporta ce jour-là à la bonne cause le puissant secours de sa parole et de sa croissante autorité. M. Bright est un dissident de la secte des *quakers* (les Trembleurs); il est le beau-frère de ce Frédéric Lucas, qui, né dans la même secte que lui, était devenu catholique, et de plus le défenseur le plus énergique de sa nouvelle foi. A peine admis dans la Chambre des communes, Lucas y avait conquis une place hors ligne ;

tout annonçait en lui un orateur et un chef de parti qui aurait égalé et peut-être dépassé O'Connell : une mort prématurée n'a plus laissé de lui que le souvenir, encore très-vivant, du charme invincible de sa mélodieuse parole et de l'énergique droiture de ses convictions. M. Bright, se plaçant, comme l'avait fait son beau-frère, en dehors de tous les anciens partis, et à côté du chemin qui conduit au pouvoir, n'a cessé de grandir dans l'estime publique, malgré l'impopularité temporaire qui l'atteignit à la suite de son opposition à la guerre d'Orient. Tout le monde blâme et regrette ses attaques exagérées contre les mœurs et les institutions britanniques, attaques dont il est lui-même le vivant et brillant démenti ; mais chaque session a vu grandir son ascendant, et ce *trembleur* est devenu aujourd'hui l'un des trois ou quatre personnages les plus intéressants et les plus écoutés de l'Angleterre. C'était une interpellation de lui qui avait provoqué la publication de la fameuse dépêche. Il était juste qu'il vînt aujourd'hui la défendre. Il le fit avec une énergie, une netteté, une simplicité d'argumentation et de démonstration propres à porter une conviction rapide et triomphante dans tous les esprits impartiaux. Lui aussi sut très-habilement trouver le défaut de la cuirasse que présentait la proposition des whigs en s'abstenant de toute opinion sur la proclamation de lord Canning.

« Les princes indigènes et les peuples de l'Inde ne comprennent rien à vos tactiques ni à vos cabales politiques. Quand ils apprendront que le parlement anglais a délibéré sur l'acte du gouverneur général, ils voudront savoir si le parlement l'a approuvé ou non, et, si vous adoptez la proposition de M. Cardwell, ils en concluront naturellement que vous approuvez la confiscation... Toute la question est là... On recule devant cette conclusion nécessaire; on prétend, d'ailleurs, que la confiscation ne s'applique pas à la masse de la population, mais seulement à certains individus déplaisants qu'on appelle talookdars, qui ne sont que des barons féodaux, des chefs de brigands, des oppresseurs du peuple. Ce n'est pas la première fois qu'après la consommation d'une grande iniquité, les auteurs de l'iniquité ont essayé d'en calomnier les victimes. Lord Shaftsbury, l'un des promoteurs de cette belle campagne, a dit que la confiscation ne s'appliquerait qu'à six cents individus dans le royaume de l'Oude. Soit : ce pays est moins peuplé des quatre cinquièmes, que le Royaume-Uni : appliquons le même calcul à notre pays : supposons que l'on vienne confisquer les biens des trois mille six cents principaux propriétaires des trois royaumes, et parmi eux des sept cents grands propriétaires qui siégent dans les deux Chambres. N'appelleriez-vous pas cela une révolution, et non-seulement une révolution politique, mais une révolution sociale? Prenons garde : quand on habite un pays rempli de grands talookdars, un pays où il y a une province entière, en Écosse, qui appartient à un membre de la Chambre des pairs (1), un pays où il y en a d'autres qui possèdent des territoires de soixante à quatre-vingts milles carrés, où il y a des ducs de Bedfort et des ducs de

(1) Le duc de Sutherland.

Devonshire (1), il faut avoir quelque souci de ce que l'on entreprend contre les *talookdars* et les grands propriétaires de l'Inde. Mais, d'ailleurs, le chiffre cité est faux : les meilleures autorités démontrent qu'il y a au moins quarante mille propriétaires fonciers dans l'Oude. Or, il y a un détestable système dans lequel lord Canning s'est laissé engager, et qui triomphe déjà dans la présidence de Madras : il consiste à supprimer tous les intermédiaires entre le gouvernement suprême et le pauvre laboureur qui cultive le sol : et dans quel but? Afin de confondre toutes les classes de la population en une seule, de n'admettre au partage de tous les fruits de la terre que deux parties prenantes, le fisc et le paysan, le fisc directement et perpétuellement occupé à extorquer le plus de produits possibles, et le paysan à qui l'on jettera chaque jour une poignée de riz pour le mettre à même de tirer du sol ce que dévorera le fisc... Vous ne vous contentez pas, en remplaçant la royauté de l'Oude par vous-mêmes, de vous emparer du domaine public et du produit de tous les impôts, mais vous venez encore dire à tous les seigneurs, à tous les propriétaires du sol, à tous, excepté aux humbles et obscurs cultivateurs de ce sol : « Descendez de l'indépendance et de la dignité « dont vous avez joui jusqu'ici : subissez le sort commun « à tous nos vaincus ; les deux cinquièmes d'entre vous « n'ont pris aucune part à la révolte, mais, dans une con- « fiscation générale, les innocents doivent souffrir avec « les coupables. C'est la fortune de la guerre, et cette « fortune sera la vôtre. » Il y a des journaux dans l'Inde qui applaudissent à la proclamation, parce que, disent-ils, elle fera d'un seul coup ce qu'il faudrait vingt ans pour faire ailleurs ; elle renversera d'emblée toutes les

(1) Tous les deux traditionnellement identifiés au parti whig.

individualités qui pouvaient créer des foyers de résistance à la domination britannique. Il y en a d'autres, plus honnêtes et plus avisés, qui déclarent que cette proclamation exigera une nouvelle armée pour la faire appliquer... J'en prends à témoin la Chambre : quand nous avons appris que le gouvernement blâmait cette proclamation, nous, mes amis et moi, membres de l'opposition, nous avons applaudi le ministre qui s'exprimait ainsi. Si nous ne l'avions pas applaudi, nous serions indignes d'être hommes, indignes d'être Anglais, indignes d'être législateurs de l'Angleterre; nous serions étrangers et indifférents à la distinction du bien et du mal, du juste et de l'injuste. Tel a été le premier sentiment de tout le monde avant que la dépêche de lord Ellenborough fût connue; mais ensuite a surgi la fatale influence de l'esprit de parti, qui a exploité cette dépêche avec tout l'art que cet esprit enseigne. »

Ici, se retournant contre le plus redoutable adversaire de la dépêche, contre lord John Russell, il évoqua avec bonheur et avec justice contre lui le souvenir de ses propres torts, et l'imprudence qu'il commettait en critiquant chez qui que ce soit un langage acerbe et rigoureux. Il lui rappela comment, à propos du rétablissement de la hiérarchie romaine et de l'apparition du cardinal Wiseman en Angleterre, lui, lord John Russell, avait écrit à l'évêque anglican de Durham une lettre publique qui avait donné le signal d'une agitation considérable et semé les germes d'une division qui dure encore. « Le noble lord, » dit notre intrépide *quaker*, chez qui le dissident se faisait en ce moment jour

sous l'orateur politique, « a reproché à la dépêche « de lord Ellenborough son ton d'invective et de « sarcasme. Mais le noble lord devrait être fort « réservé à cet endroit-là, car il habite une maison « de verre, plus fragile qu'aucune des nôtres. « Quand il prend sa plume en main, nul ne peut « prévoir ce qu'il va donner au public. Je me rap- « pelle une lettre fort extraordinaire de lui, qu'il « avait sans doute l'intention d'orner d'une phraséo- « logie irréprochable, puisqu'il l'adressait à un évê- « que. Je ne voudrais pas être trop sévère pour le « noble lord ; mais, quand un homme d'État aussi « grave écrit à un saint homme d'évêque, on peut « espérer qu'il saura au moins éviter le sarcasme « et l'invective. Et cependant, dans cette lettre « même, il ne craignait pas de lancer à flots le « sarcasme et l'invective sur six millions de ses « concitoyens, et de troubler gravement ainsi la « paix du Royaume-Uni. »

La Chambre accueillit avec une sympathie marquée et des applaudissements prolongés ces passages et bien d'autres encore qu'il nous faut omettre (1), pour arriver à la conclusion du discours où l'honnête homme éloquent que nous écoutions

(1) On nous permettra, toutefois, de déplorer, dans ce beau discours, la présence d'une tirade de mauvais goût contre les réceptions particulières où lord Palmerston attirait et accueillait ses amis et ses adversaires avec une courtoisie qui contrastait avec la roideur récente de sa tenue à la Chambre.

avec tant d'émotion s'éleva en même temps contre la tactique employée par l'ancien ministère pour récupérer le pouvoir à l'aide de cette complication des affaires extérieures, et contre les provocations inhumaines de la presse anglo-indienne à de nouveaux supplices.

« Toute l'Inde tremble agitée par des feux volcaniques. Nous serions coupables d'une témérité extrême, d'un crime irrémissible contre la monarchie anglaise, si nous donnions une approbation quelconque, même la plus indirecte, à la proclamation de lord Canning. On veut qu'à ce propos j'aide à renverser les ministres actuels de la reine. Quand j'entrerai dans une action destinée à remplacer ces ministres, ce ne sera que pour un motif que je comprendrai, que j'approuverai, et qui sera compris et approuvé par le pays ; ce ne sera que pour une cause qui apportera quelque bienfait à quelque fraction de l'immense empire britannique ; ce ne sera qu'avec la chance de faire avancer les grands principes que le parti libéral (si tant est que nous soyons encore un parti) a pris l'engagement de défendre. Mais, dans la question actuelle, la politique du gouvernement est une politique de miséricorde et de conciliation : c'est la mienne. Des meneurs perfides ou au moins mal avisés du parti libéral voudraient nous engager dans une politique différente, contraire à tous nos antécédents et à toutes nos doctrines. Quant à moi, je reste fidèle à la politique de la justice et de la conciliation. La justice et la miséricorde sont les attributs suprêmes de la perfection divine ; mais tous les hommes ont partout le droit de les invoquer et la faculté de les comprendre. Leur voix se fait entendre dans tous les climats et dans toutes les langues ; et, parmi

les millions d'âmes dociles et intelligentes qui peuplent l'Inde, il n'y en a pas une qui leur demeure sourde. Vous avez choisi une autre voie : vous avez préféré vaincre et régner par l'épée. L'épée s'est rompue : le tronçon brisé vous reste dans les mains ; vous êtes humiliés et confondus... »

Ici, contrairement aux habitudes ordinaires du parlement, quelques murmures se firent entendre, et des cris de : *Non, non!* s'élevèrent des bancs de l'opposition.

« Oui, reprit aussitôt l'orateur, vous êtes humiliés et confondus aux yeux de l'Europe civilisée (nouvelles protestations, couvertes, cette fois, par des applaudissements); mais vous pouvez vous relever. Il vous reste d'autres chances à tenter. Vous avez encore le moyen de gouverner l'Inde et de la sauver. Je vous conjure d'en user, et de ne pas vous laisser égarer par une politique qui mènerait peut-être ce grand pays à sa ruine, et qui, même si vous y réussissiez, envelopperait notre renommée d'un immortel déshonneur ! »

Après un discours de cette force, prodigieusement applaudi, on devait s'attendre à voir enfin paraître du côté opposé un orateur capable de venger la proposition de censure des attaques dont elle était criblée. Mais l'attente fut vaine. Il ne se présenta que des combattants de second et de troisième ordre, dont l'infériorité devint de plus en plus évidente lorsque sir James Graham se leva pour défendre la même thèse que M. Bright. Long-

temps revêtu des plus hautes fonctions dans les ministères présidés par lord Grey, par sir Robert Peel, par lord Aberdeen, et en dernier lieu par lord Palmerston, il occupe avec M. Gladstone le premier rang dans le parti peelite. Il commença par déclarer, au nom du vénérable lord Aberdeen, ami particulier de lord Canning, comme au sien, que lord Canning, dont la bonne renommée pouvait paraître compromise par la publication prématurée de la dépêche de lord Ellenborough, avait reçu, par la démission spontanée de ce ministre, une réparation amplement suffisante, et que le gouvernement avait agi envers lui avec une grande modération en ne lui retirant pas ses fonctions. Il insista ensuite sur un fait dont la nouvelle venait d'arriver le jour même, sur la vive réclamation élevée contre le décret de confiscation par sir James Outram, c'est-à-dire par celui-là même des généraux anglais qui avait opéré sous lord Dalhousie la réunion de l'Oude, qui y commandait encore maintenant, et qui, dans la dernière campagne, s'était attiré l'admiration universelle en consentant, comme notre Boufflers à Malplaquet et lord Hardinge dans l'Affghanistan, à rester comme volontaire sous les ordres de son subordonné, parce que ce subordonné était Havelock, et qu'il ne voulait pas lui dérober la gloire d'une victoire à moitié gagnée. A ces témoignages imposants, sir James Graham ajoutait tout le poids de sa propre autorité en s'élevant

contre la théorie et la pratique de la confiscation politique. Rappelant les avertissements du grand docteur en fait de crimes d'État, de Machiavel, qui avait enseigné que les peuples et les individus pardonnent plus volontiers à ceux qui ont égorgé leurs pères qu'à ceux qui les ont dépouillés de leur patrimoine, il cita encore le duc de Wellington qui, en s'adressant à l'un de ses successeurs dans l'Inde, lui avait surtout recommandé de respecter le droit privé et la propriété individuelle. Puis, opposant l'exemple de Napoléon Ier à celui de son vainqueur, il rappela, d'après une récente publication de M. Villemain, l'énergique résistance que l'Empereur avait rencontrée chez ses plus fidèles adhérents lorsque, pendant les Cent-Jours, il avait voulu dater de Lyon un décret de confiscation contre treize de ses principaux adversaires. « Le plus honnête et le plus fidèle de ses amis, le compagnon de ses derniers périls et de ses derniers malheurs, son grand maréchal Bertrand, refusa, malgré les ordres et les instances du maître, de contre-signer le fatal décret, en lui disant : « Ceux qui vous con-« seillent de recommencer un régime de pro-« scription et de confiscation sont vos plus cruels « ennemis, et je ne serai pas leur complice! » Et Labédoyère avait ajouté : « Si le régime des « proscriptions et des séquestres recommence, « tout cela n'ira pas loin. » Sir James résumait son opinion et, on peut le dire, toute la discussion

en ces termes : « La dépêche de lord Ellenborough « peut être blâmée quant à la forme ; la procla- « mation de lord Canning doit et a dû être blâmée « quant au fond. La substance de la dépêche est « bonne, la substance de la proclamation est mau- « vaise. Il faut que ceux qui nous demandent de « censurer le gouvernement actuel afin de le « mettre à sa place déclarent sans détour et sans « délai s'ils sont pour la proclamation ou pour la « dépêche, c'est-à-dire s'ils sont pour la confisca- « tion ou pour l'amnistie. Tous mes souvenirs et « tous mes liens de parti m'éloignent du ministère « actuel ; mais, parvenu au terme de ma carrière « et n'aspirant plus au pouvoir, je suis en droit « d'exprimer un avis impartial ; et je repousse « tout projet de censure contre un gouvernement « qui a dit la vérité quand il a dit que le prin- « cipe de la confiscation est incompatible avec la « durée de l'empire britannique dans les Indes. »

Après ces deux discours, la cause de la justice et de la vérité était moralement gagnée. Cependant l'issue de la délibération était encore incertaine : il restait encore de grandes voix à entendre : d'un côté, M. Disraëli, le *leader* de la Chambre, et M. Gladstone, le plus éloquent de ses orateurs ; de l'autre, lord Palmerston, avec les inépuisables ressources de sa spirituelle faconde. L'anxiété publique était au comble ; et le lendemain (21 mai), dernier jour de ce grand conflit, l'affluence des

membres et des spectateurs, entassés dans l'étroite enceinte de la Chambre, dépassa tout ce qu'on avait encore vu. Du haut de la tribune réservée aux pairs et aux étrangers de distinction, lord Derby et lord Granville, côte à côte, semblaient passer en revue leurs deux armées, en attendant l'engagement définitif qui devait décider de leur sort commun, et les faire changer de place dans la Chambre voisine. Une agitation électrique régnait dans les rangs de l'assemblée. Mais voici que, dès l'ouverture de la séance, un spectacle inattendu se fait jour. Un membre se lève sur les bancs mêmes de la majorité opposante pour inviter l'auteur du projet de censure contre le gouvernement à retirer sa proposition. M. Cardwell, étourdi de cette brusque interpellation, s'y refuse nettement. Aussitôt cinq ou six autres membres du même côté lui renouvellent successivement la même invitation. C'était le signal de la division intérieure qui s'était opérée depuis le commencement de la discussion, et d'une défection qui allait devenir de plus en plus dangereuse. L'armée qui s'était crue si sûre de la victoire commençait à plier. M. Cardwell hésite encore. Alors le général de Lacy Evans, l'un des plus anciens partisans de lord Palmerston, annonce qu'il proposera, de son côté, un vote tendant à blâmer directement la proclamation de lord Canning et à réprouver la politique de confiscation. Un autre membre de l'opposition déclare que, si l'on

persévère à faire voter la Chambre, il n'aura d'autre parti à prendre qu'à dire bonsoir au très-honorable auteur de la proposition et à se retirer. Un troisième, plus naïf, évoque la possibilité d'une dissolution qui probablement ferait perdre leurs places à beaucoup des partisans de la censure. Une heure se passe dans cette confusion bizarre et croissante, et à chaque instant la certitude de la défaite humiliante de l'opposition devenait plus apparente. Pour éviter ce désastre, lord Palmerston prend son parti et se décide à reculer : en voilant sa retraite et en lui donnant pour prétexte l'effet produit par la protestation du général Outram, citée dans la discussion de la veille, et officiellement publiée ce jour-là même ; il engage à son tour M. Cardwell à retirer la proposition de censure. Celui-ci y consent enfin au milieu des applaudissements dérisoires du parti conservateur. La journée était décidée, et la campagne terminée, sans que les réserves eussent donné. Le ministère l'emportait sans qu'aucun ministre eût parlé.

Il ne restait plus au cabinet qu'à prendre acte de sa victoire et à en déterminer d'avance l'effet moral. C'est ce que fit M. Disraëli avec une adresse infinie et une modestie triomphante. Il constata d'abord que ce n'était pas le ministère qui déclinait le combat ou qui pût en redouter le résultat, mais aussi que ce n'était pas lui qui avait mis en déroute ses adversaires. Il se plut à reconnaître

que la bataille avait été gagnée par des hommes qui ne comptaient ni parmi les membres du gouvernement ni parmi leurs adhérents, mais par M. Roebuck, par M. Bright, par sir James Graham, dont l'indépendance, le talent et l'autorité avaient porté dans le débat une lumière invincible, et modifié les opinions préconçues d'une partie de la Chambre. Résolu d'ailleurs à ne pas abuser du succès et à ne pas pousser à outrance ses adversaires, il déclara que, tant que lord Canning se conformerait à la politique de prudence et de conciliation qui lui était recommandée, et dont il avait été si longtemps le généreux représentant, le gouvernement lui conserverait sa confiance et son appui ; que, du reste, sans attendre le résultat de la discussion, une dépêche télégraphique lui avait déjà porté cette assurance.

M. Gladstone, lord John Russell et M. Bright prirent tour à tour la parole pour féliciter, à leurs points de vue différents, la Chambre de cette conclusion inespérée, et pour prendre acte tant de la justice rendue à lord Canning que des principes universellement reconnus en faveur de la clémence et de la modération dans l'Inde. Après quoi la Chambre s'ajourna pour aller prendre ses vacances de la Pentecôte.

Il est bien rare, dans les assemblées politiques bien réglées, de voir ainsi se transformer, sur une mesure capitale, les dispositions déjà certaines de

la majorité par l'influence unique et immédiate de la discussion. J'ajouterai même qu'il en doit être rarement ainsi, sans qu'on en puisse rien conclure contre la sincérité ou la moralité du gouvernement représentatif. Dans les questions relativement insignifiantes ou subitement soulevées, la discussion publique et improvisée détermine naturellement les décisions. Il en est autrement dans les luttes de parti, dans les questions d'une importance majeure, déjà surabondamment débattues par une presse libre et par les mouvements de l'opinion. Alors la discussion parlementaire est plutôt un résultat qu'un préambule. Toute délibération législative est un jugement ; la discussion qui la précède, constate et produit les arguments victorieux ; elle donne aux plaidoyers des partis adverses la plus éclatante et la plus incontestable publicité ; mais elle sert surtout à écrire, pour les contemporains et pour la postérité, les considérants de l'arrêt. J'ai vu souvent une majorité augmenter ou diminuer sous le coup instantané de la parole de certains orateurs ; mais je n'en avais jamais vu subir à ce point l'ascendant graduellement victorieux de la vérité éloquente.

Ce n'était donc pas à tort que des orateurs très-divers félicitaient la Chambre de l'issue du débat ; car ce qui venait de se passer était le triomphe de la raison et de la justice, triomphe consolidé par la modération et la prudence de tous les partis, triom-

phe obtenu par les seules armes de la discussion et de l'éloquence. L'esprit de parti avait été abattu et déjoué. Tous les intérêts légitimes avaient été noblement défendus et reconnus; l'honneur d'un grand fonctionnaire accusé et absent avait trouvé de fidèles et zélés champions; son caractère avait été mis à l'abri de tout reproche, avec une honorable sollicitude, par ceux-là mêmes qui avaient le plus sévèrement jugé sa conduite. L'autorité gouvernementale avait été maintenue par des hommes aussi complétement étrangers à sa responsabilité qu'indépendants de son influence. Un ministre éloquent, mais imprudent, et qui s'était puni lui-même de l'indiscrétion et de l'exagération de son langage, devait se sentir plus que consolé en entendant ses doctrines victorieusement soutenues par les voix les plus imposantes, et implicitement approuvées par la majorité législative. L'humanité, l'équité, les droits des vaincus et des faibles, avaient trouvé pour champions les orateurs les plus intrépides et les plus écoutés d'une assemblée dont les échos retentissent dans le monde entier, et leur voix allait pénétrer jusque sur les bords du Gange, pour y rétablir, dans leur intégrité, les lois d'une guerre loyale et les conditions d'une conquête civilisatrice :

> Ille super Gangem, super exauditus et Indos,
> Implebit terras voce; et furialia bella
> Fulmine compescet linguæ...

En un mot, la force morale avait été ouverte-

ment et noblement préférée à la force matérielle par les organes d'une grande nation qui peut et qui veut faire elle-même ses affaires, que rien n'abat ni n'effraye, qui se trompe quelquefois, mais qui ne pousse à bout ni les hommes ni les choses, enfin qui sait tout ménager et tout réparer, sans avoir besoin de se mettre en tutelle et de chercher le salut en dehors de sa virile et intelligente énergie.

Pendant que ces réflexions se faisaient autour de moi, je sortais de ce grand spectacle ému et satisfait, comme devait l'être tout homme qui voit dans un gouvernement autre chose qu'une antichambre, et dans un peuple civilisé autre chose qu'un troupeau docilement indolent à tondre et à mener paître sous les silencieux ombrages d'une énervante sécurité. Je me sentais plus que jamais attaché aux convictions et aux espérances libérales qui ont toujours animé, à travers les phases les plus douloureuses de notre histoire, cette élite d'honnêtes gens que les mécomptes et les défaites n'ont jamais abattus, et qui, jusque dans l'exil, jusque sur l'échafaud, ont su conserver assez de patriotisme pour croire que la France pouvait, tout comme l'Angleterre, supporter le règne du droit, de la lumière, de la liberté. Noble croyance, bien digne d'inspirer les plus douloureux sacrifices, et qui, pour avoir été trahie par la fortune, désertée par la foule et insultée par des lâches,

n'en garde pas moins son inébranlable empire sur les âmes fières et les esprits généreux.

VIII

Revenu en France, j'y ai lu, dans le principal organe du clergé et de la nouvelle alliance du trône et de l'autel, que tout ce que je venais de voir et d'entendre était *une farce jouée à grand appareil* (1) comme on en trouve souvent dans l'histoire des assemblées délibérantes. Heureux pays, pensé-je, et surtout heureux clergé que celui à qui on donne de si bons renseignements en un si beau langage!

En attendant, la discussion du mois de mai dernier a exercé une influence bienfaisante sur la conduite des affaires de l'Inde. Lord Canning est rentré sans peine dans ses anciennes voies, dont l'avaient un moment détourné de funestes conseils. Tout en faisant l'apologie de la confiscation dans cette dépêche du 7 juin que les journaux ont récemment publiée, il n'en est pas moins revenu à une politique indulgente et modérée. S'il faut en croire les derniers récits, la soumission de l'Oude s'opère graduellement. Les *talookdars*, ramenés par la conduite conciliante du commissaire Montgomery,

(1) *Univers* du 23 mai 1858.

se soumettent l'un après l'autre et rentrent dans leurs biens en même temps que dans le devoir. Dans les autres provinces de l'Inde, l'insurrection, quoique redoutable encore, et plus redoutable qu'on ne se le figure en Angleterre, paraît cependant se restreindre et s'amortir. Aucun des vœux sanguinaires qui, à pareille époque, l'an dernier, s'élevaient du camp des anglophobes, n'a été encore exaucé ; aucune de leurs sinistres prédications ne s'est encore accomplie.

La loi qui a mis un terme à l'existence politique de la Compagnie des Indes confie le gouvernement de l'immense péninsule à un secrétaire d'État, assisté d'un conseil inamovible, dont la moitié des membres est à la nomination de la couronne et l'autre moitié élective. Un article de cette loi dispose que, lorsqu'un particulier aura quelque plainte à élever contre l'administration de l'Inde, il devra poursuivre le secrétaire d'État : ce n'est qu'une application réglementaire de ce grand principe du droit commun de l'Angleterre, d'après lequel tout citoyen peut avoir recours devant la justice contre tout officier public. Garantie immense et trop peu connue de la liberté britannique, qui contraste avec cette inviolabilité de nos moindres fonctionnaires, créé par la constitution de l'an VIII, que l'on avait la naïveté, même sous le régime constitutionnel, de ranger parmi les conquêtes de 1789.

Ce secrétaire d'État est lord Stanley, dont la vi-

goureuse jeunesse et le solide esprit promettent aux affaires de l'Inde un guide prudent et énergique, et inspirent une confiance universelle. Il a noblement résumé le programme de la nouvelle organisation du gouvernement des Indes dans son discours du 20 septembre à une des corporations municipales de Londres. « Nous avons à préserver l'Inde des fluctuations de la politique parlementaire, et à défendre l'Angleterre contre le danger, plus éloigné, mais non moins réel, du contact de notre pouvoir exécutif avec l'administration d'un pays qui ne peut être gouverné qu'au moyen du pouvoir absolu. » Le ministère de son père doit à la discussion de la proposition Cardwell la consolidation de son existence, auparavant incertaine et chancelante. L'opinion libérale la plus avancée s'est facilement résignée à la durée provisoire d'un cabinet qui donne au grand parti réformiste et indépendant le temps de se chercher des chefs plus jeunes et plus sûrs que lord Palmerston, et qui, en attendant, entre lui-même résolûment dans la voie des réformes utiles et des progrès légitimes. Les coryphées de l'administration conservatrice subissent en ce moment le châtiment souvent infligé par la Providence aux hommes d'État que les passions politiques, je dis les passions, et non de serviles et factieuses convoitises, ont entraînés jusqu'à l'injustice et l'exagération. Le pouvoir qu'ils ont si avidement désiré leur est un jour accordé, mais à la

condition d'y suivre précisément la même conduite qu'ils ont reprochée à leurs prédécesseurs. Depuis leur second avénement, lord Derby et M. Disraëli sont occupés à faire tout ce dont ils ont fait un crime à sir Robert Peel : ils admettent ou ils proposent eux-mêmes des réformes libérales qu'ils ont ou qu'ils auraient certainement combattues s'ils étaient restés dans l'opposition où les avait jetés leur rupture avec l'illustre chef dont ils se détachèrent quand il reconnut la nécessité de briser le vieux programme tory et d'ouvrir la porte de l'avenir. L'admission des juifs au parlement, l'abolition du cens d'éligibilité pour la Chambre des communes, la promesse d'une nouvelle réforme parlementaire plus efficace que toutes les propositions récentes, indiquent les pas qu'ils ont faits dans cette voie nouvelle et ont dû naturellement leur valoir les sympathies libérales, tandis que par des mesures sincèrement favorables à la liberté religieuse dans les écoles, dans les prisons et dans l'armée , ils ont conquis une sorte d'adhésion jusque dans la portion la plus militante de l'épiscopat et de la presse catholique de l'Irlande.

Mais, s'il a consolidé pour un temps ce ministère conservateur, le grand débat sur l'Inde a rendu un service bien plus considérable encore à l'Angleterre et à l'Europe en confirmant la défaite de lord Palmerston. Malgré l'habileté tardive de sa retraite à la dernière heure du combat, cette défaite n'en

a pas moins été évidente et complète ; et, pendant tout le reste de la session, la Chambre a semblé prendre plaisir à lui montrer qu'elle avait définitivement secoué le joug. Il reviendra peut-être au pouvoir, tant les ressources de son esprit sont abondantes, et tant les retours de la popularité, dans un pays libre, sont imprévus et naturels : mais il y reviendra averti, si ce n'est corrigé, et pénétré de la nécessité de ménager davantage ses alliés et ses adversaires.

Une autre puissance, plus redoutable encore que celle de lord Palmerston, est sortie vaincue de la lutte : celle du *Times*, inféodé depuis deux ans à la politique du noble lord, et qui avait consacré toutes ses ressources au triomphe du plan d'attaque combiné par l'ancien ministère. Il est impossible de ne pas voir dans ce fait une preuve concluante du bon sens national de l'Angleterre. L'incontestable utilité de cette immense machine de publicité, comme organe retentissant de tous les griefs individuels et comme stimulant énergique du sentiment public, serait plus que contre-balancée par son omnipotence, si cette omnipotence ne rencontrait pas de frein et ne recevait jamais de leçon. L'équilibre des pouvoirs constitutionnels serait gravement compromis par la prépondérance exclusive d'un journal unique, où des écrivains sans mission et sans responsabilité parlent tous les jours en maîtres au public le plus nombreux de la

terre. Mais, comme je crois l'avoir prouvé ailleurs, l'empire de la tribune et son universelle publicité sont le contre-poids nécessaire et efficace de cette dangereuse toute-puissance de la presse. Le débat sur l'Inde en a fourni une nouvelle et concluante démonstration.

Qu'on veuille bien remarquer que, dans toutes ces péripéties de la politique anglaise de nos jours, il ne s'agit nullement de cette prétendue lutte entre l'aristocratie et la démocratie où des observateurs superficiels croient trouver la clef des mouvements de l'opinion chez nos voisins. Au fond, ce qui gouverne en Angleterre, c'est la classe moyenne, mais une classe moyenne beaucoup plus largement assise et beaucoup plus hiérarchiquement constituée que celle qui a gouverné en France, à certaines époques de notre ancienne monarchie et pendant toute la durée du régime parlementaire. Cette classe moyenne n'a jamais connu ni les engouements puérils, ni les prétentions taquines et envieuses, ni les lâches abdications, ni les inexcusables paniques qui déparent l'histoire de notre bourgeoisie. Elle estime très-haut l'intelligence, mais plus encore la volonté. Elle recherche et considère la richesse, mais comme le signe de la force et de l'activité sociales. Elle a horreur de l'inertie et de la faiblesse, et par conséquent de l'arbitraire, imposé ou consenti. Elle veut vivre par elle-même et pour elle-même ; de là sa répugnance instinctive

et traditionnelle pour la centralisation et la bureaucratie. D'un autre côté, elle n'aspire pas à envahir toutes les fonctions publiques et à fermer à la fois par en haut et par en bas l'accès du pouvoir à tout ce qui n'est pas elle. Elle ouvre ses rangs à tout ce qui s'élève, sans contester aucune élévation antérieure à elle ou indépendante d'elle. Elle consent volontiers encore à ce que l'aristocratie de naissance, qui se recrute depuis des siècles dans son sein, représente au dedans et au dehors l'autorité publique et la grandeur nationale, comme un puissant souverain, assis dans la tranquille et simple majesté de sa force, laisse volontiers à de grands seigneurs le soin d'étaler la pompe des lointaines ambassades et de briguer l'honneur des charges onéreuses.

Mais elle entend bien que sa volonté se fasse, et que nul intérêt n'entre en conflit avec les siens, que nulle conviction ne l'emporte sur la sienne. Et ce n'est pas d'aujourd'hui que date cette souveraineté voilée, mais certaine. Pour qui comprend bien l'histoire d'Angleterre, elle a depuis deux siècles toujours existé et toujours grandi. A travers les divisions superficielles des partis, c'est l'esprit des classes moyennes qui a toujours dirigé ces grands courants d'opinion dont les révolutions dynastiques et ministérielles ne sont que la traduction officielle. Jamais le patriciat anglais n'a été autre chose que le mandataire actif et dévoué, l'interprète et l'in-

strument de cette classe intelligente et résolue en qui se condensent la volonté et la puissance nationales. C'est elle que personnifiaient Cromwell et Milton lorsque par l'épée de l'un et la plume de l'autre la république s'assit pour un temps sur les débris du trône de Charles Ier. C'est pour elle et avec elle que Monck rappela les Stuarts, et que trente ans plus tard le parlement les remplaça par une royauté nouvelle. C'est elle qui, avec les deux Pitt, éleva dès le XVIIIe siècle l'édifice de la prépondérance britannique, et qui, avec Burke, l'empêcha d'être ruiné et infecté par la contagion des idées révolutionnaires. C'est elle enfin qui de nos jours, avec Peel, a ouvert à la politique une ère nouvelle, celle de l'amélioration du sort et de l'extension des droits de la classe ouvrière.

De là l'impérieuse nécessité de cette transformation des anciens partis, qui se fait jour dans tous les incidents de la politique contemporaine et qui a plané sur le grand débat dont j'ai essayé de rendre compte. J'entends de grands esprits que je vénère gémir sur cette transformation inévitable ; je les vois s'appliquer à la retarder. Vaines tentatives et douleurs mal fondées ! Cette dislocation des vieilles bandes parlementaires est légitime, naturelle et désirable. Les anciens partis sont morts avec leur raison d'être. Le parti whig est enterré au sein même de sa victoire : à lui l'immortel honneur d'avoir provoqué, par son initiative et sa persévé-

rance, ces nobles et salutaires progrès qui n'ont pas coûté une goutte de sang et qui ont fait triompher les idées libérales par les seuls moyens que la liberté avoue : l'émancipation catholique, la réforme parlementaire, l'abolition de l'esclavage colonial, la suppression des lois sur les céréales. Ses adversaires d'autrefois sont devenus ses émules d'aujourd'hui, et pourraient bien le devancer dans la voie des nouvelles réformes, substantielles et populaires, qui doivent remplacer d'anciennes routines par les bienfaits d'un progrès rationnel et moral. Aujourd'hui tout le monde en Angleterre veut le progrès, et tout le monde aussi le veut sans renier la gloire du passé, sans ébranler les fondations sociales. De toutes les questions qui intéressent aujourd'hui le salut ou l'honneur du pays, il n'y en a pas une seule qui se rattache aux anciennes divisions des whigs et des torys. Qu'ont de commun avec elles l'alliance française, la révolte des Indes, la guerre avec la Russie ou avec la Chine, l'émancipation politique et industrielle des colonies? Rien, absolument rien. Bien gouverner le pays, tirer de ses colossales ressources le meilleur parti possible pour son honneur et sa prospérité : voilà le seul problème qui reste à résoudre. Il suffit pour légitimer toutes les ambitions honnêtes et pour exercer tous les talents reconnus ou en herbe. Il suffit aussi pour amener de temps à autre dans les régions du pouvoir ces modifications périodiques, ces crises

salutaires, indispensables dans un gouvernement libre, parce qu'elles empêchent les majorités de se rouiller, et les hommes d'État de se faire un monopole des jouissances du pouvoir.

Les vrais besoins et les vrais périls du pays ne sont plus là où on a coutume de les chercher. Il y a quinze ans on prédisait que la réforme des lois céréales et le libre échange amèneraient un antagonisme irréconciliable entre les intérêts agricoles et manufacturiers. C'est tout le contraire qui est arrivé (1). Les bénéfices des agriculteurs ont exactement suivi ceux des industriels et les ont souvent dépassés. On craignait de voir la population des campagnes sacrifiée à celle des villes. Et, au contraire, c'est toujours celle-ci qui, en se multipliant à l'infini, inspire des sollicitudes aussi vives que légitimes, et constitue l'infirmité sociale de l'Angleterre (2). Pour y porter remède, ce n'est pas le

(1) *Les Ouvriers des deux mondes.* Publication de la Société d'Économie sociale, 1858, t. I, p. 396.

(2) Je recommande à tous ceux qui veulent approfondir cette plaie l'ouvrage intitulé : *Dives et Lazarus ou Aventures d'un médecin obscur dans un quartier pauvre.* Londres, 1858. On y reconnaîtra, au milieu de faits aussi intéressants que douloureux, trois côtés lumineux : 1° la moralité et la charité *relatives* qui règnent dans les rapports de ces pauvres déshérités les uns avec les autres ; 2° la supériorité morale, reconnue par un protestant anglais, des indigents irlandais et catholiques ; 3° la noble et salutaire hardiesse d'une publicité qui descend, le flambeau à la main, dans les abîmes de la misère pour révéler le mal et provoquer le remède.

pouvoir seul, c'est le pays tout entier qui lutte et qui cherche le remède. Ses généreux efforts seront récompensés par le succès, si, comme tout l'annonce, pour éviter les envahissements du paupérisme, il sait contenir ceux de la bureaucratie et de la centralisation qui ont partout, sur le continent, détruit ou enchaîné la liberté, sans pouvoir ni détruire ni enchaîner le paupérisme.

J'ai déjà indiqué ici même, et je salue de nouveau avec bonheur, le symptôme le plus significatif et le plus consolant de l'état actuel de l'Angleterre : c'est la persévérante ardeur que met l'élite de la nation anglaise à poursuivre les réformes sociales et administratives, à améliorer l'état des prisons, les logements insalubres, à propager l'instruction populaire, professionnelle, agricole et domestique, à augmenter les ressources du culte, à simplifier la procédure criminelle et civile, à travailler en toutes choses au bien-être moral et matériel des prolétaires, non par l'humiliante tutelle d'un pouvoir sans contrôle, mais par la généreuse coalition de toutes les forces libres et de tous les sacrifices spontanés.

Le danger de l'Angleterre n'est donc pas à l'intérieur. On voudrait bien la croire en proie, comme nous, aux menaces du socialisme et obligée de se réfugier dans l'autocratie. D'ingénieux panégyristes du pouvoir absolu ont dépensé dernièrement leur perspicacité à rechercher, dans des pamphlets

inconnus et des *meetings* obscurs, les preuves du progrès des idées révolutionnaires au delà du détroit. Ces érudits ont oublié, ou peut-être n'ont jamais su tout ce qui s'est dit et publié dans ce genre, de 1790 à 1810, non pas dans quelques sentines ténébreuses, mais en plein jour, avec l'assentiment tacite d'un grand parti parlementaire, et sous le patronage de plusieurs des hommes les plus marquants du pays, pendant que le pays était en proie aux plus grands embarras financiers, à des révoltes fréquentes dans ses marines, et aux formidables entreprises du plus grand capitaine de l'histoire moderne. Tout homme qui connaît tant soit peu l'Angleterre ne peut que sourire de ces appréhensions intéressées. On peut renvoyer leurs auteurs à cet honnête boutiquier de Londres qui paraissait l'autre jour devant le tribunal de police pour demander au magistrat comment il pourrait se faire rembourser les frais de port d'une brochure démagogique qui lui était arrivée par la poste. Non-seulement la nation elle-même ne réclame aucun changement organique, mais aucun des partis sérieux, anciens ou nouveaux, n'y songe. Jamais la constitution n'a été plus universellement respectée, plus fidèlement pratiquée, plus affectueusement invoquée. Après soixante-dix ans écoulés, il est encore vrai de dire ce que Mirabeau répondait en 1790 aux oiseaux de sinistre augure qui prophétisaient dès lors la ruine imminente du pays

libéral par excellence : « L'Angleterre perdue ! « par quelle latitude, je vous prie, a-t-elle fait nau- « frage?... Je la vois au contraire active, puis- « sante, sortant plus forte d'une agitation régu- « lière et venant de remplir une lacune de sa « constitution avec toute l'énergie d'un grand « peuple. »

Non, le danger de l'Angleterre n'est pas là; il existe pourtant, mais ailleurs. C'est du dehors que la menacent les vrais périls auxquels elle peut succomber et sur lesquels elle se fait une fâcheuse illusion. Je ne parle pas seulement de la révolte des Indes, bien que je sois loin d'être aussi rassuré sur son issue définitive qu'on veut le paraître en Angleterre; mais l'Europe me semble bien plus à craindre pour elle que l'Asie. A la fin du premier Empire, l'Europe, moins la France, était intimement d'accord avec l'Angleterre, et de plus pénétrée de respect pour les récents exploits de son armée en Espagne et en Belgique. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi. Les armées anglaises ont, injustement, mais incontestablement, perdu leur prestige. De plus les progrès graduels des idées libérales en Angleterre et la marche rétrograde des grands États du continent, depuis quelques années, vers le pouvoir absolu, ont placé les deux politiques sur deux voies tout à fait différentes, mais parallèles et assez rapprochées pour que les conflits puissent éclater d'un jour à l'autre.

Il y a de plus, contre l'Angleterre, dans beaucoup d'esprits, une répulsion morale qui est à elle seule un sérieux danger. Les Anglais regardent comme un honneur et comme une parure les invectives de la presse qui prêche le fanatisme et le despotisme; mais ils auraient grand tort de croire qu'il n'y a pas contre eux en Europe d'autres répugnances que celles dont ils ont raison de s'honorer. Le comte de Maistre, qu'ils doivent se reprocher de ne pas assez connaître, qui n'avait jamais vu l'Angleterre, mais qui l'avait devinée avec l'instinct du génie, et admirée avec la franchise d'une grande âme, a écrit ceci : « Ne croyez pas que je ne rende pas pleine justice « aux Anglais. J'admire leur gouvernement (sans « croire cependant, je ne dis pas qu'on *doive*, mais « encore qu'on *puisse* le transporter ailleurs); je « me prosterne devant leurs lois criminelles, leurs « arts, leur science, leur esprit public, etc.; mais « tout cela est gâté dans la vie politique extérieure « par des préjugés nationaux insupportables et un « orgueil sans mesure et sans prudence, qui ré- « volte les autres nations et les empêche de s'unir « pour la bonne cause. Savez-vous la grande diffi- « culté de l'époque extraordinaire où nous vi- « vons (1803)? *C'est que la cause qu'on aime est « défendue par la nation qu'on n'aime pas.* »

Pour moi, qui aime la nation presque autant que la cause qu'elle défend, je regrette que M. de Maistre ne soit plus là pour flétrir, avec cette *colère*

de l'amour qui le rendait si éloquent, l'effronterie maladroite qu'a déployée l'égoïsme britannique dans l'affaire de cet isthme de Suez, dont l'Angleterre voudrait fermer à tous la porte, quoiqu'elle en tienne d'avance la clef à Périm. Il aurait été aussi bien bon à entendre sur la ridicule susceptibilité d'une partie de la presse anglaise à l'endroit du dépôt des charbons russes à Villefranche; comme si une nation qui étend chaque jour sa domination maritime dans tous les cours du monde, et qui occupe dans la Méditerranée des positions telles que Malte, Gibraltar et Corfou, avait bonne grâce à venir se plaindre de ce que les autres peuples essayent d'étendre leur commerce et leur navigation.

D'une part donc, les ressentiments légitimes suscités par la politique imprudente et inconséquente de l'Angleterre dans ses relations avec les autres États; de l'autre, l'horreur et le dépit qu'inspire aux âmes serviles le spectacle de sa liberté durable et prospère, ont créé en Europe un fond commun d'animosité contre elle. Il sera facile à qui le voudra d'exploiter cette animosité et d'en profiter pour engager l'Angleterre dans quelque conflit dont elle risque fort de sortir vaincue ou amoindrie. C'est alors que les masses populaires, blessées dans leur amour-propre national par des échecs imprévus, pourront soulever des orages dont rien, jusqu'à présent, n'a donné l'idée dans son histoire. Pour

prévenir cette catastrophe, il lui importe de ne plus s'aveugler sur la nature et l'étendue de ses ressources. Ses forces militaires, et surtout les connaissances militaires de ses officiers et de ses généraux, sont évidemment au-dessous de sa mission. Ses forces maritimes peuvent être, sinon dépassées, du moins égalées comme elles l'ont été déjà par les nôtres sous Louis XIV et sous Louis XVI, comme elles le seront encore dès que notre honneur et notre intérêt l'exigeront. Elle se fie trop à sa gloire passée, à la bravoure naturelle de ses enfants. Parce qu'elle est essentiellement guerrière, elle se croit à tort au courant des progrès modernes de l'art de la guerre et en état de résister à la supériorité du nombre, de la discipline et de l'habitude des camps. Parce que, en 1848, les armées les plus vaillantes et les mieux disciplinées n'ont pas préservé les grandes monarchies continentales d'une chute subite et honteuse devant l'ennemi intérieur, elle voudrait douter qu'une bonne et nombreuse armée soit la première condition de salut contre l'ennemi du dehors. Parce qu'elle est libre, elle croit à tort qu'elle n'a rien à craindre des ennemis de la liberté. Non, ses institutions ne sont pas un boulevard inabordable, comme l'a dit étourdiment M. Roebuck, à son retour de Cherbourg. Hélas! l'expérience des temps anciens et modernes a prouvé que les nations libres peuvent succomber comme les autres, et même plus vite que les autres.

La liberté est le plus précieux des trésors; mais, comme tous les trésors, elle excite l'envie, la convoitise, la haine de ceux-là surtout qui ne veulent pas que d'autres possèdent ce qu'ils n'ont ni su ni voulu posséder eux-mêmes. Comme tous les trésors, comme la beauté, comme la vérité, comme la vertu même, elle veut être surveillée et défendue avec une tendre sollicitude et une infatigable vigilance. Toutes les inventions dont la science moderne est si fière profitent au despotisme autant et plus qu'à la liberté. L'électricité et la vapeur prêteront toujours plus de force aux gros bataillons qu'aux bonnes raisons. En remplaçant le plus souvent par la mécanique le ressort moral, l'énergie individuelle de l'homme, elles appellent et secondent l'empire de la force sur le droit. Voilà ce que les amis de l'Angleterre et de la liberté ne doivent jamais perdre de vue.

C'est là le seul terrain où l'on ne se sente pas rassuré par les prodiges de cette initiative individuelle et de ces associations spontanées dont l'intrépide et inépuisable énergie fait la force et la gloire suprême de l'Angleterre. Partout ailleurs, il faut bien que toute la puissance et toute la fortune de l'autocratie s'avouent vaincues et éclipsées par cette incomparable fécondité de l'industrie privée qui, de nos jours, sans être ni provoquée ni secourue par l'État, a creusé dans le port de Liverpool des bassins flottants six fois plus vastes que

ceux de Cherbourg, élevé sur le sol du Palais de Cristal la merveille de l'architecture contemporaine, fouillé le fond des mers pour y déposer la chaîne électrique et réuni ainsi les deux grands peuples libres du monde par cette voix de l'éclair dont les premières paroles ont porté en un instant à travers les abîmes, et d'un monde à l'autre, le chant de joie des anges à la naissance du Sauveur : *Gloire à Dieu au plus haut des cieux, et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté.*

Mais ce n'est pas seulement dans les régions de la grande industrie, pour y frapper tous les regards et arracher des témoignages d'admiration aux plus rebelles, que se produisent ces merveilles de l'initiative libre et personnelle. Pour moi, je me sens bien plus ému et plus rassuré encore, quand je la contemple à l'œuvre dans les entrailles mêmes de la société, dans les profondeurs obscures de la vie quotidienne ; et c'est là qu'il faut la voir plonger au loin ses racines et développer sa vigoureuse végétation, pour bien juger tout ce que vaut pour l'âme et le corps d'une nation la noble habitude de pourvoir par elle-même à ses besoins et à ses dangers.

Je n'en veux citer, et c'est par là que je terminerai cette trop longue étude, que deux traits dignes d'inspirer, à mon sens, l'envie des honnêtes gens de tout pays, et qui ont passé presque inaperçus en Angleterre même, tant ils sont conformes

à ce que l'on y voit tous les jours et à ce qu'on chercherait vainement ailleurs.

J'ouvre par hasard un obscur journal provincial, le *Manchester Examiner* du mois de juillet dernier, et j'y trouve l'histoire de quatre ou cinq jeunes gens de la classe moyenne qui, en 1853, ont entrepris de fonder à leurs frais une école libre et gratuite dans *Angel Meadow*, un des quartiers les plus sauvages de l'immense cité industrielle de Manchester. Ils voulaient, selon leur expression, fouiller le paganisme des masses ouvrières. Mais, comme tous les paganismes, celui d'Angel Meadow se montra peu accessible et peu reconnaissant. Nos jeunes apôtres s'étaient installés dans une petite maison abandonnée et y avaient attiré quelques enfants de la rue. Pour les en récompenser, on leur donnait un charivari tous les soirs, tous les jours on brisait les vitres de leurs fenêtres et on jetait à travers ces ouvertures des chiens et des chats morts dans les salles d'études. Ils eurent soin de ne pas se fâcher, de ne pas se plaindre et de persévérer en allant visiter un à un tous les pères de famille du voisinage pour les éclairer et les rassurer. Au bout de cinq ans ils avaient vaincu. Aujourd'hui la sympathie de la population leur est acquise, ainsi que l'appui du clergé, et ils comptent quatre cents jeunes élèves dont ils demeurent les instituteurs volontaires, ce qui ne les empêche pas de faire aux adultes des cours et des leçons con-

formes au programme des grandes associations ouvrières de la ville. Ils sont ainsi devenus les émules de cette admirable institution quel'on appelle l'*Union des écoles déguenillées*, parce qu'elle a pour but exclusif de s'occuper des enfants en guenilles, et qui compte déjà dans la seule ville de Londres, 166 écoles, 41,802 élèves, 350 maîtres payés, et, chose plus louable encore, 2,139 membres gratuits qui s'imposent le devoir d'aller plusieurs fois par semaine donner des leçons aux élèves pauvres (1). On me dira que c'est là ce que font en France tous nos frères et toutes nos sœurs voués à l'instruction du peuple, ainsi que beaucoup de pieux laïques. Sans doute, et j'ajoute que c'est là ce qu'ils font en Angleterre, partout où il s'en trouve. Mais il ne s'en trouve pas assez, même en France, et à plus forte raison en Angleterre. Sachons donc honorer le dévouement sincère au bien, sous quelque forme qu'il se produise; s'il pouvait jamais être redoutable à quelqu'un ou à quelque chose, ce n'est pas certes au clergé catholique ni à la vérité. De plus, jusqu'à ce qu'il soit affirmé et même démontré par les nouveaux oracles de l'Église que l'état des Indiens du Paraguay est le seul idéal qu'il convient de proposer aux nations européennes du XIXe siècle, il faudra bien admettre que les vertus civiles et civiques ont bien leur importance,

(1) Davesies de Pontes : *les Réformes sociales en Angleterre, Revue des Deux Mondes*, 1er septembre 1858.

et que la religion, partout si désarmée en présence de la misère et du matérialisme, est au moins aussi intéressée que la société au développement spontané de la force morale et intellectuelle dont il a plu au Tout-Puissant de doter sa créature de prédilection.

Mais voici un autre exemple, dans une autre sphère, de cette heureuse et consolante activité de l'effort individuel, où éclatent avec une évidence saisissante le talent du *self-government* et l'heureux rapprochement des classes supérieures et inférieures de la population anglaise. Non loin de Birmingham, autre métropole de l'industrie anglaise, s'élève un vieux manoir féodal, entouré d'un beau parc, et appelé Aston-Hall. Charles Ier y avait pris gîte en 1642, et les gens de Birmingham, qui tenaient pour le parlement, étaient venus l'y assiéger. Avec le temps, la grande ville, à force de s'étendre, avait fini par atteindre et par enserrer dans ses ramifications successives le vieux domaine, avec ses grands arbres et ses vertes pelouses. La famille ancienne et appauvrie qui en était propriétaire ne pouvait s'empêcher de le vendre, et l'on prévoyait le moment très-prochain où cet espace de verdure fraîche et salubre disparaîtrait pour faire place à de nouvelles rues encombrées de forges et de filatures. Alors l'idée vint à quelques-uns d'en faire l'acquisition pour le transformer en un *parc du peuple*, conformément à un exemple

déjà donné par d'autres villes. Nous connaissons tous des pays très-éclairés où une telle entreprise n'eût point été regardée comme possible, à moins d'aller frapper à la porte du trésor public ou de la cassette du souverain, en faisant alterner habilement les importunités de la sollicitation avec les grâces de l'adulation. A Birmingham, les choses se passent autrement. Un comité se forme; il se compose principalement d'ouvriers et aussi d'un certain nombre de patrons et de chefs d'industrie. Toute la ville s'associe à leur œuvre. On crée une société par actions, dont les ouvriers deviennent actionnaires, et on l'appuie par une souscription générale dont tout le monde prend sa part. La petite fille des écoles de charité place son denier à côté des billets de banque du manufacturier aisé. La somme requise est bientôt trouvée ; le domaine est acheté au nom de la nouvelle association : le vieux château, soigneusement restauré, est destiné à recevoir une exposition permanente des arts et des manufactures du district, et le grand parc, avec ses arbres séculaires, est transformé en lieu de promenade et de récréation pour les familles ouvrières. Alors, mais alors seulement, et quand il s'agit d'inaugurer cette heureuse conquête d'une intelligente et courageuse initiative, on envoie chercher la reine. Car toutes ces petites républiques municipales tiennent infiniment à montrer que la royauté est leur clef de voûte. Toute cette

grande société, si fière et si sûre d'elle-même, sait bien qu'elle n'a rien à craindre de la puissance souveraine, qui est à la fois sa gracieuse parure et son fidèle mandataire, et qui n'a, elle aussi, rien à redouter de l'active spontanéité de ses sujets; qui ne prétend empêcher aucune émancipation, aucun développement de l'indépendance individuelle; qui n'impose ni la soumission à aucune énergie ni le silence à aucune contradiction ; qui n'est, à vrai dire, que la liberté couronnée.

Le 15 juin 1858, la reine obéit à cet appel touchant : elle vient, et six cent mille ouvriers accourent au-devant d'elle, sortant par myriades de toutes les fourmilières industrielles des districts du *pays noir*, c'est-à-dire des comtés de Stafford et de Warwick, dont les houillères alimentent la grande industrie métallurgique. Ils lui apportent l'affectueux hommage de leurs visages heureux, de leurs âmes libres et de leurs mâles efforts pour grandir et s'affranchir. La reine traverse ces flots d'une population enthousiaste et inaugure le nouveau musée; elle arme chevalier le maire de Birmingham, élu par ses concitoyens, en lui frappant sur l'épaule, selon le cérémonial antique, avec l'épée que lui prête à cette fin le lord lieutenant du comté : puis elle fait approcher les huit ouvriers que leurs camarades avaient signalés comme les plus utilement zélés pour l'œuvre commune, et leur dit : « Je vous remercie personnellement de ce que

« vous avez fait pour sauver ce vieux manoir, et « j'espère que ce *Parc du Peuple* sera à jamais un « bienfait pour les classes ouvrières de votre « ville. » Pendant qu'elle s'éloigne, quarante mille enfants des écoles libres et nationales de diverses confessions, rangés en espalier sur son passage, sous les grands arbres qui avaient peut-être vu passer Charles Ier, chantent en masse, avec un accent à la fois innocent et passionné qui arracha des larmes à plus d'un assistant, un hymne en vers passablement grossiers, dont le refrain dit : *Or, prions tous pour notre patrie; que Dieu garde longtemps l'Angleterre, qu'il la garde chrétienne, heureuse et glorieusement libre* (1)!

(1) Now pray we for our country
That England long may be
The holy and the happy
And the gloriously free.

CH. DE MONTALEMBERT.

RECUEILS PÉRODIQUES.

REVUE INTERNATIONALE

DE LA LITTÉRATURE & DES ARTS.

RECUEIL MENSUEL DES MEILLEURES PRODUCTIONS FRANÇAISES, ALL
HOLLANDAISES, ITALIENNES ET RUSSES.

CONDITIONS.

La *Revue internationale* paraît régulièrement une fois par mois, et form
12 volumes in-18, de 300 à 350 pages chacun.

Prix pour la Belgique. . . . . 18 francs.
Id. l'Étranger. . . . . 20 id.

REVUE BRITANNIQUE

RECUEIL INTERNATIONAL,

CHOIX D'ARTICLES EXTRAITS DES MEILLEURS ÉCRITS PÉRIODIQ
DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'AMÉRIQUE,

complété par des articles originaux

SOUS LA DIRECTION DE M. AMÉDÉE PICHOT.

Édition Franco-Belge.

MODE DE PUBLICATION ET CONDITIONS D'ABONNEMENT :

La Revue Britannique paraît régulièrement deux fois par mois, form
in 8°, à deux colonnes.

Ce recueil, répertoire complet des travaux scientifiques, historiques et li
des principaux écrivains d'Angleterre et de France, forme chaque année d
volumes in-8° à deux colonnes, élégamment imprimés et contenant la mat
moins huit volumes in-8° ordinaires.

Par an : pour la Belgique (*franco*). fr. 25 00
« » l'Étranger » » 30 00

LE CORRESPONDANT

Revue mensuelle. — Format grand in-8°.

Une livraison chaque mois. — Deux forts volumes par

PRINCIPAUX COLLABORATEURS :

Comte de Montalembert. — Villemain. — Charles Lenormant. — Prince Al
Broglie. — Comte de Barante. — Comte de Falloux. — X. Marmier. — C
Champigny. — R. P. Lacordaire. — Poujoulat. — Comte de Carné. — Baro
stein. — Abbé Gratry, etc., etc.

Belgique : un an, 25 fr. — Étranger : un an, 30 fr.

BRUXELLES. — TYP. DE Ve J. VAN BUGGENH

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DS
478
.3
M58

Montalembert, Charles Forbes
René de Tryon
Un débat sur l'Inde au
Parlement anglais

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 12 05 10 03 002 7